

Lueurs

Même si la gestion de la crise ivoirienne, économique, sociale et politique, laisse redouter le pire. Même si au Congo-Kinshasa, chaque jour qui passe sans réelle obstruction des fauteurs de guerre rend plus invivable le sort de la population civile. Même si plus de cinq mille Africains meurent chaque jour des obstacles opposés à la diffusion des traitements anti-sidéens, le mois de décembre a vu naître quelques lueurs d'espoir.

Nous consacrons un long supplément, *La Françafrique aux arrêts ?*, à la soudaine accélération de la justice française contre une corruption déchaînée – la même qui perpétue le néocolonialisme français. Nous y rappelons le lien entre "affaires" françaises et africaines. Voir enfin accrochés par la justice tout un pan longtemps intouchable de la maltraitance de l'Afrique, cela nous réjouit, avouons-le.

Nous ne sommes pas de ceux qui pensent que Michel Roussin a été "torturé" par les juges. Nous croyons qu'effectivement des gens comme Pierre Falcone, Arcadi Gaydamak, Jean-Charles Marchiani, Charles Pasqua, Bernard Poussier, Jean-Christophe Mitterrand, Jean-Noël Tassez ou Jacques Attali ont, vis-à-vis de l'Afrique, bien des choses à se reprocher – à des échelles différentes. Nous apprécions que le vrai-faux passeport d'Alfred Sirven remette à l'actualité le rôle des mercenaires, du groupe Bolloré, des comptes en Suisse. Nous sommes heureux que, derrière le paravent de son immunité et de ses appels à « l'éthique », des aveux désignent clairement l'ex-maire de Paris, ex-président du RPR : il a généralisé la corruption en France et, en Afrique, a repris le flambeau dévastateur de Jacques Foccart.

Peu à peu un système se délégitime. Y contribue le débat enfin engagé sur la systématisation de la torture durant la guerre d'Algérie, même si le vieux courant anti-dreyfusard, qui met par dessus tout un certain "honneur de la France", essaie encore de justifier l'injustifiable.

Le 30 novembre, lors du colloque sur les mercenaires que nous avons organisé à l'Assemblée nationale, un conseiller du ministre de la Défense a annoncé une série de mesures pour combattre l'extension de ce fléau. Cela reste en dessous de ce que nous demandons, mais montre que le sujet ne peut plus être esquivé.

Les paradis fiscaux sont l'oxygène de la criminalité françafricaine. Le 15 décembre, 124 pays ont signé à Palerme (!) une convention non négligeable sur la lutte contre le crime organisé : un début de réaction internationale, face à un danger exponentiel.

Etc. Élargissons les brèches.

SALVES

Non à l'« ivoirité » !

Laurent Gbagbo a persisté et signé. Il ne s'est pas contenté de "sucrer la roue" nationaliste de son rival le général Gueï, pour le doubler dans la dernière ligne droite et accéder au pouvoir – au prix d'un pogrom anti-nordiste et xénophobe, le 26 octobre. Au lieu de calmer le jeu, de jouer à la "démocratie apaisée" en laissant, au scrutin législatif du 10 décembre, une minorité de sièges au RDR d'Alassane Ouattara, il a entériné la nouvelle éviction de ce dernier, transformé en symbole de l'exclusion du Nord.

En même temps, Gbagbo laissait les forces de l'ordre continuer de gravement malmenager les Nordistes vivant au Sud – à Abidjan en particulier. La répétition de leurs exactions et les pulsions de sécession au Nord peuvent rapidement mettre le pays à feu et à sang. Pire, la non-condamnation des comportements racistes de la gendarmerie et la police peut dégénérer en un scénario à la rwandaise¹.

Alors, disons-le carrément au Parti socialiste, qui a trop multiplié les messages de sympathie à l'ami Gbagbo², membre de l'Internationale socialiste : il est temps de rappeler que celle-ci, en principe, hait le racisme. Le PS est-il certain aujourd'hui de ne pas jouer vis-à-vis du Front populaire ivoirien de Laurent Gbagbo, par connivence, complaisance ou "prudence", le même rôle qu'a joué à la veille du génocide le Parti social chrétien flamand vis-à-vis du MNRD hutuiste d'Habyarimana, membre de l'Internationale démocrate-chrétienne ?

L'Église catholique aussi a une responsabilité à assumer. Elle doit à tout prix démontrer le caractère erroné de cette affirmation de l'imam Aboubacar Fofana (porte-parole du COSIM, l'organisation musulmane la plus représentative) : il s'agit d'une « guerre ethnico-religieuse axée contre les musulmans de Côte d'Ivoire, et orchestrée par l'Église catholique ». Et d'accuser celle-ci de s'être dérobée à la concertation. (*Afrique-Express*, 15/11/2000).

L'Église semble s'être heureusement reprise à la veille du scrutin législatif : elle a diffusé une déclaration commune avec les imams, dénonçant les dérives « ethnico-religieuses du débat politique » et invitant les Ivoiriens à « enterrer la hache de guerre ».

Face aux risques grandissants, il n'y a d'autre issue que des messages clairs, fermes, sans concession. Non à l'ivoirité, oui à la citoyenneté ivoirienne !

1. Yves Thréard par exemple, dans *Le Figaro*, intitule son éditorial du 06/12/2000 : *Côte d'Ivoire : le spectre génocidaire*. Et il conclut : « C'est dans ces mêmes racines, non pas religieuses mais ethniques, que fut perpétré le génocide rwandais. Huit cent mille morts en quelques semaines. Faut-il le rappeler ? ». Cf. aussi Colette Braeckman, *Le virus de l'ethnisme ravage la Côte d'Ivoire*, in *Le Soir*, 09/12/2000.

2. Guy Labertit, ami de Gbagbo et délégué national à l'Afrique, rappelle ainsi dans *Le Nouvel Afrique-Asie* (12/2000) que le « Parti socialiste français [...] entretient avec le FPI, depuis dix ans déjà, une relation de partenariat ». « Un réel espoir de véritable changement démocratique existe maintenant dans le pays ». Cf. aussi l'article mordant de Vincent Hugué, *Côte d'Ivoire. Mortelle campagne*, in *L'Express* du 07/12/2000.

Récompense

Le crime paierait-il à **Brazzaville** ? Sassou II n'a rien concédé. Il se prépare à faire adopter une constitution instaurant un régime ultra-présidentiel, une véritable monarchie constitutionnelle, verrouillant sa victoire militaire "écrasante". Mais cela doit plaire à la "communauté internationale" : le FMI a approuvé un « programme intérimaire post-conflit » prévoyant l'engagement de 5,11 milliards de FF sur 3 ans (2000-2001). Avec quelle garantie qu'une telle somme ira, davantage que les précédentes, à l'allègement des maux du pays ?

Kabila mal en point ?

Billets n'est pas là pour faire des pronostics militaires. Certes, la perte du verrou stratégique de Pweto au Katanga, « clé de Lubumbashi », est une mauvaise nouvelle pour Kabila ; ses troupes en débandade ont fui en Zambie. Mais il est des actes politiques qui augurent peut-être de plus grands désastres.

Début décembre, l'ASADO, importante association congolaise de défense des droits de l'homme, a annoncé l'arrestation à Kinshasa du commandant Masasu Nindaga et de plus de 250 officiers et soldats. Originaires du Kivu, ils furent à l'avant-garde, en 1996-97, de la lutte pour le renversement de Mobutu. Masasu était l'un des quatre cofondateurs de l'alliance AFDL, sous l'enseigne de laquelle Kabila a conquis le pouvoir. Ces militaires seraient impliqués dans un coup d'État supposé.

Au moins 36 d'entre eux « ont été sommairement exécutés et d'autres atrocement torturés ». À Kinshasa, ils sont passés par le cachot GLM, « un immeuble privé [...] transformé en centre de détention du Groupe spécial de sécurité présidentielle qui y pratique la torture systématique ».

Masasu et d'autres officiers, « ligotés, coudes serrés derrière le dos », auraient été transférés par avion au Katanga, puis embarqués par petit porteur vers une destination inconnue. Il y a trop de ressemblances avec le sort de Lumumba pour ne pas penser que le régime a franchi, dans ses têtes, un point de non-retour. Alors qu'il avait au départ d'immenses atouts, son histoire ressemble à une autodestruction systématique, comme s'il y avait dans son logiciel un bug irrémédiable.

Si ce pressentiment se vérifiait, si le régime devait aller au bout d'une telle spirale, les problèmes de l'ex-Zaïre ne seraient pas résolus pour autant. Les éventuels vainqueurs, comme par défaut, ne seraient ni légitimes, ni a priori bienveillants.

Et ce n'est pas la cohérence qui caractériserait une aide éventuelle de l'Europe. Dans un bilan daté du 8 décembre, deux réseaux importants d'ONG européennes¹ dressent un bilan amer de la politique des Quinze en Afrique centrale, durant la présidence française.

En réalité, plutôt que de se concerter sur l'Afrique avec ses partenaires européens, Paris mime le retrait, pour mieux faire cavalier seul. Parfois sur de très mauvais chevaux (voir plus loin *Mercenaires*).

1. Concertation chrétienne pour l'Afrique centrale (CCAC) et Great Lakes Advocacy Network (GLAN). ☎ 00 32 2 502 33 12.

Avant-Sommet

L'opposition camerounaise se réveille à l'approche de deux échéances : le Sommet franco-africain de Yaoundé et les municipales de mars. Elle entame un nouveau combat contre les élections truquées, réclamant une Commission électorale nationale indépendante (CENI). Mais pour l'Élysée, l'absence de protection du suffrage populaire semble avoir bien peu compté au moment de choisir le pas hôte du Sommet.

Le Monde a préparé cet événement d'une étrange façon, par un article du 21 novembre signé d'une collaboratrice de sa filiale *Nord-Sud Export* (NSE) : *Les recettes des institutions internationales font mouche au Cameroun*. C'est ce qu'on appelle un article ciblé ! Même le renouveau contestataire est versé au crédit du FMI, présenté comme le catalyseur de tous les dynamismes, et le champion de la lutte anti-corruption.

Mongo Béti signale une première "victoire" : le Cameroun a été rétrogradé par la Banque mondiale dans la catégorie des pays les plus pauvres !

Ce même 21 novembre, un encart dans le quotidien annonçait l'organisation, par NSE et *Le Monde*, d'un séminaire sur la conversion des créances "Club de Paris" – en partenariat avec les directions du Trésor français et marocain, l'assureur Coface et l'Agence française de développement (AFD). Tant de partenariats exerce-t-il l'esprit critique ?

Oléoduc contesté, mais protégé

Même le *Washington Post*, jadis partisan du pipeline Tchad-Cameroun, vient de changer de position (08/12/2000) en constatant qu'Idriss Déby s'est servi des royalties pour acheter des armes.

Cela n'empêche pas les constructeurs de recruter des services de sécurité très branchés. Bouygues et Cie ont retenu la société Geos, matrice du futur mercenariat français "officieux" (à l'instar de MPRI aux USA). Y officie l'ancien patron du renseignement militaire (DRM), Jean Heinrich. La firme Spie a eu recours aux services de PHL Consultants, de l'ex-supergendarme Philippe Legorjus. Bolloré étrenne un nouveau venu, Sécurité sans frontières, dont le conseil de surveillance est présidé par... son "Monsieur Afrique", Michel Roussin – ex-n° 2 de la DGSE. Idriss Déby, enfin, a embauché pour surveiller le tronçon tchadien un ex-capitaine de la DPSS (Sécurité militaire)... (*La Lettre du Continent*, 16 et 30/11/2000).

Bonne manière

En juin, les chauffeurs de taxi de Djibouti ont manifesté pour demander une baisse du carburant. Le président Guelleh aurait voulu leur tirer dessus. Le général Yacin Yabeh aurait refusé.

Six mois plus tard, le 7 décembre, ce général est officiellement limogé. Une partie de la police se solidarise avec lui. Avec de gros moyens, l'armée reprend le contrôle de la ville. Yacin Yabeh se réfugie à la base aérienne française. Deux jours plus tard, la France le livre aux autorités djiboutiennes (*La Liberté*, 10/12/2000).

Amis des colonels

Comme beaucoup de **Comoriens**, nous dénonçons le mois dernier l'accord illégitime de Fomboni, passé entre les deux colonels dictateurs de la Grande Comore et Anjouan, Azali Assoumani et Saïd Abeid Abdérémane. *Jeune Afrique/L'Intelligent* du 21 novembre en fait longuement la promotion, avec l'appui de Michel Rocard. Il note : « Les diplomates des principales puissances amies des Comores, la France, la Chine, la Libye, par exemple, [...] décident d'assister à l'ouverture des travaux de la commission tripartite instituée à Fomboni ».

Avec un tel panel de « puissances amies », les Comores ne sont pas sorties de l'auberge.

Le Floch-Jaffré, même combat

Lors du vote de la loi d'amnistie et de financement des partis politiques, en 1990, ceux-ci nous avaient juré que la page des caisses noires était tournée. Le 15 décembre 2000, le président de la République Jacques Chirac nous explique que la vraie date serait plutôt 1995.

Dans le même registre, celui des pratiques corruptrices d'**Elf**, on nous a prétendu que tout était fini avec le limogeage en 1993 de Loïk Le Floch-Prigent, PDG émissaire, et que Philippe Jaffré laverait plus blanc.

Or, selon *Le Point* (01/12/2000), de récentes auditions du juge Renaud Van Ruymbeke montreraient que Jaffré a cautionné, jusqu'en 1998 au moins, la distribution d'importantes commissions en Afrique et au Proche-Orient. On n'en est qu'à moitié surpris...

Union monétaire

Nous avons vivement salué (*Billets* n° 79) la rencontre historique de Bamako qui, en janvier 2000, décida de créer une Union monétaire ouest-africaine. Ce projet majeur, dans tous les sens du terme, pouvait paraître utopique. Il progresse cependant, avec la mise en route d'une étape décisive : la création, à côté de la zone CFA Ouest (qui réunit tous les pays francophones de la région, à l'exception de la Guinée), d'une zone monétaire partenaire : elle rassemble les six États restants, cinq anglophones (Gambie, Ghana, Liberia, Nigeria, Sierra Leone), plus la Guinée. Une banque centrale commune devrait fonctionner dès 2002. Il ne restera plus, en janvier 2004, qu'à fusionner les deux zones... (*Afrique-Express*, 30/11/2000).

Parmi d'autres prophètes de cette émancipation monétaire africaine, rappelons la figure du président togolais Sylvanus Olympio, assassiné en 1963 pour avoir, entre autres, mené ce combat qui déplaisait souverainement à Jacques Foccart.

Democratic Success(ion)

Autre signe encourageant dans la région : Jerry Rawlings, homme fort du **Ghana** depuis 18 ans, s'en va sans être renversé... En ce mois de décembre, il a laissé aux électeurs le soin de lui choisir un successeur. Un exemple que l'on peut espérer contagieux.

Un Ivoirien, Jean-Marie Caboré, fait observer que Rawlings est un « *métis mulâtre* » dont « *personne n'a jamais contesté la citoyenneté, ni les capacités à gouverner* ». (*Le Monde*, 06/12/2000).

Hystérésis antidémocratique

Il n'y aura pas de démocratie au **Burkina** sans prise en compte de l'affaire et de l'effet Zongo – ce journaliste assassiné fin 1998 par les sbires du clan Compaoré. Or le régime refuse obstinément, tout à la fois, la revendication inéluctable d'un État de droit et le simple souvenir de celui qui en fut le héraut.

Le 12 décembre, pour le deuxième anniversaire du meurtre de Zongo et de ses trois compagnons, la police a empêché l'accès au lieu du crime, à une centaine de kilomètres de Ouagadougou : une centaine de journalistes et militants des droits de l'homme voulaient y ériger une stèle.

Funeste erreur ! Plus vif et mobile que jamais, l'esprit de Norbert Zongo n'a pas fini de hanter le pouvoir "exécutif".

On ne pourra que déplorer, dans ces conditions, l'idylle entre le PCF et le parti présidentiel burkinabè – « *nos camarades* » du « *CDP avec lequel le Parti communiste français a des liens d'amitié et de coopération très forts* », et qu'il souhaite « *renforcer* ». « *C'est un parti progressiste qui, dans un contexte difficile, essaie de mettre en œuvre une politique de développement social, de justice sociale, de transparence et de démocratie* », a déclaré au *Journal du Jeudi* (09/12/2000) le chef de la délégation du PCF, Jean-Claude Mairal.

Et le vol de l'or burkinabè ? Et le soutien à Charles Taylor, aux rebelles amputés du RUF ? On ne sait si M. Mairal est représentatif, mais il a encore quelques problèmes de boussole, et de vocabulaire.

Contrôle démocratique

Les procédures d'attribution du FAC (Fonds d'aide et de coopération) n'avaient pas bonne réputation. Les parlementaires avaient obtenu d'y être représentés. Le FAC est devenu **FSP** : Fonds de solidarité prioritaire... ou Fonds secret de prévarication ? Pourquoi les parlementaires ont-ils été éjectés de son instance exécutive, le comité des projets ? Le député socialiste Maurice Adevah-Pœuf estime que, « *sans ce contrôle, la nouvelle doctrine de la coopération perd une grande partie de sa valeur* » (*LdC*, 30/11/2000). Déjà qu'elle n'avait pas convaincu grand monde...

Écoutes privées

Le démon "libéral" ne sait plus quoi inventer pour démolir les dernières prérogatives publiques. Sans être des fana-mili, nous préférons cent fois une armée régulière à l'inquiétante prolifération des sociétés de mercenaires.

Mais il y a plus incroyable encore. Les déplaisantes écoutes téléphoniques, ces attentats à la liberté dont on veut bien admettre qu'ils sont parfois nécessaires, contre le crime, sont en passe d'être privatisées ! *Le Figaro* (08/12/2000) a déniché deux minuscules alinéas dans le collectif budgétaire voté la veille par l'Assemblée. L'État renonce à financer les installations nécessaires à la pose et l'exploitation des écoutes. Il s'en décharge désormais entièrement sur les opérateurs – France Telecom, SFR (Vivendi) et Bouygues –, quitte à les dédommager pour une somme de l'ordre de 250 millions de francs !

Vivendi et Bouygues ont une très longue tradition de délinquance économique, peut-être pas achevée. Leur confier une fonction policière aussi sensible, en espérant qu'ils ne vont pas en abuser, relève du délire. La vache folle a-t-elle bouffé le Trésor ? Ou l'inverse ?

Mercenaires

Le 30 novembre, à l'invitation du député socialiste Pierre Brana, *Survie* a organisé à l'Assemblée nationale un colloque intitulé : *Le boom du mercenariat : défi ou fatalité ?* Une après-midi d'une rare densité, dont les Actes seront prochainement publiés. L'assistance a pris conscience d'un phénomène à l'expansion trop méconnue.

L'un des intervenants, le journaliste d'*Ouest-France* Philippe Chapleau, coauteur avec François Misser de *Mercenaires S.A.* (Desclée de Brouwer, 1998), a fait état d'une information à peine croyable. Selon lui, l'engagement masqué de la France dans la guerre civile du **Congo-B**, avec ses vrais ou faux mercenaires, dérive en partie d'un *kriegspiel* antérieur. Cet exercice de guerre virtuel, cette simulation, ont été tellement satisfaisants (après les grandes manœuvres de 1990 à 1994 au Rwanda) que des "stratèges" ont cherché un terrain d'application. Les événements ont précipité le choix du malheureux Congo... avec un temps d'hésitation dans le choix du camp à soutenir !

Quand on voit les immenses dégâts humains qui ont suivi, cela mérite une commission d'enquête parlementaire. Elle éclairerait enfin, peut-être, la responsabilité des pires nuisances françafricaines : l'organisation de l'irresponsabilité, ou la tolérance envers des intervenants irresponsables – entre voyous et apprentis sorciers.

Srebrenica

Pierre Brana est aussi de ces députés qui, avec une forte implication de *Médecins sans frontières* (MSF), ont réclamé une commission d'enquête sur le rôle de la France pendant le massacre de quelque 7 000 musulmans bosniaques à Srebrenica, en juillet 1995. « *C'était un général français qui dirigeait à cette époque l'ensemble des forces de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie* », souligne MSF. Et pour beaucoup d'observateurs, c'est l'Élysée qui a donné ou confirmé l'ordre de ne pas faire intervenir l'aviation contre les assaillants.

Les demandeurs n'ont obtenu finalement qu'une mission d'information parlementaire conjointe des commissions de la Défense et des Affaires étrangères. Le verre à moitié vide, ou à moitié plein...

Argent sale et crime organisé

Les quinze pays de l'Union européenne sont parvenus le 27 novembre à un accord sur la fiscalité de l'épargne qui mixe l'échange d'informations bancaires et le prélèvement à la source. La première formule est le fait d'une majorité d'États, la seconde est acceptée jusqu'en 2010 pour ceux, comme le Luxembourg ou l'Autriche, qui veulent préserver secret(s) bancaire(s) et lucratives retombées. La Belgique, la Grèce et le Portugal opteront pour l'une ou l'autre formules d'ici fin 2001.

La Belgique est secouée par le scandale de la KBC (KredietBank), dont le président est soupçonné d'« *association de malfaiteurs* » et de « *blanchiment* » en raison du rôle joué par sa filiale luxembourgeoise KB Lux (*Le Figaro*, 28/11/2000 ; cf. aussi notre Supplément). Plusieurs banques allemandes sont pareillement visées (Dresdner Bank et CommerzBank). L'heure est donc, en principe, à une certaine sévérité.

Mais le Luxembourg, qui tire de ses banques laxistes un tiers de son PIB, a obtenu que toute réduction de son secret bancaire soit soumise à des accords du même type avec les autres places offshore comme la Suisse, le Liechtenstein ou Saint-Martin... « *La décennie à venir devrait être la bataille du secret bancaire* », résume *La Tribune* (28/11/2000). À bien des titres !

Car derrière la délinquance financière, on débouche vite sur le crime tout court. Le blanchiment de l'argent du crime atteint les 1 000 milliards de dollars. Une étude officielle

américaine constate qu'avec les progrès de la technologie informatique, les capacités d'action des organisations criminelles se renforcent et prennent la forme de « *réseaux* » (comme la Françafrique !).

Du coup, la conférence de l'ONU contre la criminalité organisée, du 11 au 15 décembre à Palerme, n'a pas été un vain exercice. La convention proposée a été signée par 124 des 148 pays représentés. Elle entrera en vigueur quand 40 États l'auront ratifiée, dans deux ans probablement. Mais le protocole additionnel sur le trafic des êtres humains n'a recueilli que 80 adhésions...

Selon Pino Arlacchi, maître d'œuvre de cette conférence antimafia, « *la communauté internationale a pris conscience du danger. Des pays entiers comme la Russie, l'Albanie, la Serbie, l'Angola, la Sierra Leone, l'Indonésie sont déstabilisés par les mafias* ». « *Dans beaucoup de pays – comme la Russie –, le blanchiment d'argent n'était pas un délit. Il le deviendra et sera sanctionné comme tel* ».

Jean-Paul Labarde et Dimitri Vlassos, chevilles ouvrières de la convention onusienne, renchérissent sur *La Tribune* : « *L'objectif est de s'attaquer au pilier de la criminalité : le secret bancaire* ». (*Libération*, 12 et 13/12/2000). À l'Attac !

Voltaire assailli

Le **Réseau Voltaire**, qui effectue un travail d'information d'une grande salubrité sur l'extrême-droite et les réseaux antidémocratiques, ne manque pas d'être pris à partie. Le 23 novembre, des « *visiteurs* » ont pénétré par effraction au domicile de son président, Thierry Meyssan. Ils ont fouillé minutieusement l'appartement, sans doute à la recherche d'enregistrements sur le Front national – qui ne s'y trouvaient pas.

Carl Lang, délégué général du FN, avait par ailleurs attaqué en diffamation une notice biographique consultable sur le site Internet du réseau Voltaire. L'enjeu du procès était double : sur le fond et, surtout, sur le délai de prescription. Depuis 1881, les délits de presse sont prescrits au bout de trois mois ; or la plainte de Lang était survenue au-delà de ce délai. Mais il estimait que la mise sur le Net assurait la continuité de l'infraction.

La 17^e chambre correctionnelle a relaxé le réseau Voltaire sur le fond (la biographie n'est pas diffamatoire), mais elle a donné raison au plaignant sur la forme : la mise sur le Net entraîne une infraction continue. Cette jurisprudence, si elle devait se confirmer, réduirait considérablement la liberté d'expression ou de consultation sur le Net. La plupart des publications devraient envisager d'en retirer leurs archives, par crainte indéfinie de nouveaux procès..

Bons points

- Le travail des ONG coalisées contre l'irresponsabilité des **IFI** (Institutions financières internationales, i.e. la Banque mondiale et le FMI) commence à payer. Elles ont obtenu un débat parlementaire annuel. Pour la deuxième édition, le député socialiste Yves Tavernier a publié un rapport très critique, fustigeant les dégâts des plans d'ajustement structurels et « *l'hégémonisme* » du discours libéral.

- Le 17 novembre, pour la première fois de son histoire, le **BIT** (Bureau international du travail) a sanctionné un pays, la **Birmanie**, pour avoir laissé se perpétuer le travail forcé. Total et la Françafrique sont les amis de ce régime, que même *Le Figaro* (23/11/2000) qualifie d'« *espèce de caricature* ».

- Fin novembre à Grenoble, le Congrès du Parti socialiste a voté une motion de soutien au principal parti d'opposition **mauritanien**, l'UFD-EN, dissout par le dictateur Ould Tayah.

Fausse notes

- Pour 132 millions FF, l'État malien a cédé 60 % de la société nationale Énergie du **Mali** à Saur International, filiale du groupe **Bouygues**. Pendant 20 ans, elle aura par contrat les mains libres pour gérer l'électricité du pays (*Afrique-Express*, 15/11/2000).

- Lionel Jospin s'oppose à la commission d'enquête sur la **torture en Algérie** réclamée par le Parti communiste, au prétexte que « *ce n'est pas un problème dont la France puisse s'accuser et se culpabiliser globalement* » : il s'agirait de « *dévoiements [...]* *minoritaires* » dans le contexte d'un « *conflit colonial* » (25/11/2000, Congrès du PS). Comme si la colonisation (et le néocolonialisme) n'avaient pas été assumés par l'État français ! Comme si la systématisation de la torture, et l'exécution massive des torturés (cf. *Ils ont dit*), ne concernaient pas la conscience de tous les Français !

ILS ONT DIT

Françafrique

« Le Liberia n'a jamais été impliqué dans un trafic organisé de diamants. [...]

La France a un rôle constructif, l'expérience des problèmes africains. La France est juste avec le Liberia. [...]

Dieu a envoyé des inondations à la Grande-Bretagne, [...] qui lui coûteront un ou deux milliards de dollars. Dieu a puni la Grande-Bretagne. [...]

Il est très difficile de déterminer quand et si nous franchissons la frontière avec la Guinée. Si nous devons le faire, il y aurait de grandes justifications si une base, quelque part dans la forêt, a été utilisée contre le Liberia ». (**Charles TAYLOR**, président du Liberia. Interview au *Monde*, 15/11/2000).

[L'incendiaire du Liberia et de la Sierra Leone est toujours égal à lui-même. Il s'inviterait volontiers en Guinée. Le second paragraphe est sans doute aussi vrai que le premier. Mais Taylor peut espérer, sans se tromper, trouver à Paris des oreilles réceptives à sa théologie anglophobe].

« L'Assemblée fédérale [des Verts] constate que, sous le gouvernement de la gauche plurielle, perdue un système, hérité du gaulliste Foccart, de relations néo-coloniales qui neutralise les stratégies d'aide au développement menées par une partie de la société civile française. Ce système constitue par ailleurs un instrument central de domination du Nord sur le Sud et de renforcement des différentes politiques néo-libérales : programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI, système d'échange inégal élaboré au sein de l'OMC et dans le cadre des accords ACP-CEE, Aide publique au développement (APD) conçue pour ménager de forts "taux de retour commerciaux" au lieu de se concentrer sur la satisfaction des besoins exprimés par les intéressés... L'Assemblée fédérale déplore que certains pays francophones (Rwanda, Congo-Kinshasa, Congo-Brazzaville) soient en grande partie détruits par les effets dévastateurs de ces politiques conjuguées ». (**Les Verts**, motion votée au Congrès des 11 et 12/11/2000, à 87 % - la plus forte majorité de tous les textes proposés).

« Le général Aussaresses [...] : "À un moment, [...] il a bien fallu donner l'ordre de commencer les opérations spéciales dans Alger. Alors, je suis allé voir Massu et je lui ai demandé : 'Mon général, pour ce dont nous avons parlé, est-ce que nous passons à l'action ?' [...] Massu a levé les bras au ciel, il m'a regardé en biais, s'est massé le menton et, sans un mot, il a hoché la tête en signe d'assentiment. Alors, je lui ai répondu que j'allais obéir, mais que tous les prisonniers qui passeraient dans mon service ne pourraient jamais raconter ce qu'ils auraient subi". [...]

Aussaresses a ajouté : "Eh oui, Fleury, tous ceux qui manquent, eh bien, voyez-vous : c'est moi !". Quand on sait que plus de 2 500 musulmans ont disparu durant la bataille d'Alger, l'aveu d'Aussaresses était très lourd ». (**Georges FLEURY**, commando de marine durant la guerre d'Algérie, confident d'Aussaresses, in *Le Journal du Dimanche*, 26/11/2000).

[Aussaresses a été par ailleurs le fondateur du 11^e Choc, le régiment Action des services secrets (Sdece, puis DGSE), qui a ensuite sévi en Afrique subsaharienne].

« J'ai dit et reconnu que la torture avait été généralisée en Algérie ! Elle a ensuite été institutionnalisée avec la création du CCI (centre de coordination interarmées) et des DOP (dispositifs opérationnels de protection), et institutionnaliser la torture, je pense que c'est pire que tout ! » (**Général Jacques MASSU**, "vainqueur" de la bataille d'Alger. Interview au *Monde*, 23/11/2000).

[Sur le curseur de la reconnaissance des faits le général se retrouve plus à gauche que Lionel Jospin, qui tente de maintenir la fiction de « comportements [...] minoritaires »].

- Général **Jean-Pierre Kelche** : « [La torture en Algérie ? Il y a] toujours des épisodes difficiles dans une guerre ».

- Journaliste de *France-Inter* : « Donc, vous comprenez ? ».

- J.P. Kelche : « Oh oui ! Très bien ! ».

- Journaliste : « La torture ? ».

- J.P. Kelche : « Je comprends très bien qu'une guerre est une chose extrêmement difficile à conduire » (*France-Inter*, le 24/11/2000, cité par *Le Canard enchaîné*, 29/11/2000).

[Jean-Pierre Kelche est le chef d'état-major des armées françaises. Il n'a pas eu un mot de répudiation de la torture. Quel message pour les subalternes !]

Côte d'Ivoire

« Je porte sur la vie un double regard. Celui de l'acteur. Et celui de l'intellectuel qui observe et, très souvent, se marre ». (**Laurent GBAGBO**, président de Côte d'Ivoire. Cité dans *L'Express* du 07/12/2000).

[« Encore faut-il trouver matière à rire », commente l'auteur de l'article Vincent Huguex].

« En 1996/1997, des intellectuels, rassemblés dans une cellule universitaire de réflexion, la Curdiphe, n'ont pas hésité à conceptualiser la xénophobie en des termes assez effrayants. Je cite : "Pour construire un 'nous', il faut le distinguer d'un 'eux', l'identification de soi suppose la différenciation de l'autre ; la démarcation postule, qu'on le veuille ou non, la discrimination". Le général Guéï et Laurent Gbagbo ont ensuite surfé sur l'ivoirité. [...]

Le président [burkinabè] Blaise Compaoré possède une certaine expérience de la déstabilisation en sous-main [...] en Sierra Leone, [...] au Liberia. Il n'est pas interdit de penser qu'il pourrait utiliser la même tactique en Côte d'Ivoire ». (**Richard BANÉGAS**, rédacteur en chef de la revue *Politique africaine*. Interview à *Croissance*, 12/2000).

Mondialisation

« Deux à trois milliards de ruraux et de "banlieusards" du Sud font figure de non-citoyens du monde. [...] Cette paupérisation accrue va de pair avec la concentration du capital. [...] Le problème central est celui de la montée des inégalités. [...]

Il y a un avant et un après Seattle. L'éveil contestataire montre que l'Histoire n'est pas écrite une fois pour toute. [...] Des contre-pouvoirs [...], des réseaux se constituent [...]. Je crois ces nouveaux acteurs sociaux collectifs capables de changer la face du monde, comme les acteurs sociaux nationaux ont transformé nos pays aux XIX^e et XX^e siècles. [...]

L'enjeu essentiel [est] [...] l'entrée en vigueur d'un nouveau droit international, qui affirme d'emblée que les droits humains

fondamentaux s'imposent à toutes les activités économiques. La communauté des nations [...] n'a pas pu ou pas voulu soumettre les puissances économiques et financières aux droits humains. [...] Autres impératifs : la protection de la diversité [...] et le maintien des approches et des pensées alternatives.

Il faut peser pour que l'équilibre entre pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, fondement des régimes démocratiques, soit transposé à l'échelon supérieur. Aujourd'hui, l'exécutif mondial existe et se rode tant bien que mal (Conseil de sécurité des Nations unies, G7/G8). Le pouvoir exécutif est défaillant [...]. Le pouvoir judiciaire est, lui, quasi inexistant ». (**Henri ROUILLÉ d'ORFEUIL**, vice-président du Forum mondial de la recherche. Interview à *Croissance*, 12/2000).

À FLEUR DE PRESSE

Le Figaro, *Le Nord boycotte le scrutin*, 11/12/2000 (Adrien JAULMES) : « Selon des sources militaires, des unités de l'armée et de la gendarmerie auraient [...] menacé clairement le gouvernement de sédition s'il revenait sur l'invalidation de la candidature d'Alassane Ouattara [aux législatives] ».

[Habyarimana aussi était menacé par plus extrémiste, ce qui conduisit nombre de décideurs européens à le considérer comme un "moindre mal", voire un "juste milieu", à ménager. Résultat ?]

L'Express, *Diamants. La guerre secrète*, 07/12/2000 (Vincent HUGÉUX et Vincent NOUZILLE) : « Les diplomates et les humanitaires [...] pourfendent depuis des mois les diamantaires pour leurs achats de pierres aux mouvements rebelles d'Angola et de Sierra Leone, les aidant ainsi à acquérir des armes et à poursuivre leurs sanglantes guerres civiles [...].

La menace d'un boycottage mondial du diamant se profilait à l'horizon. [...] La crainte était d'autant plus forte que la valeur du diamant repose essentiellement sur son image. [...] Va donc pour quelques mesures de salubrité, [...] mais sans illusion sur l'objectif final. [...] "Nous ne pouvons pas faire disparaître le commerce illégal, et encore moins stopper les guerres civiles, sauf à interdire le pétrole et les armes !", juge un diamantaire d'Anvers. [...] "Toutes les mesures strictes, censées bannir le commerce illégal, provoquent de la mousse médiatique. Mais ces paperasseries ne feront que déplacer le trafic et renforcer la corruption. Dans six mois, personne n'en parlera plus", ironise, dans un grand rire, un important diamantaire de Ramat Qan, le QG israélien du négoce des pierres, dont l'expansion fait de l'ombre à la place d'Anvers. [...]

À la surprise générale, [le Russo-Israélien] Lev Leviev a été choisi par le gouvernement de Luanda comme acheteur exclusif des diamants du pays [...] avec l'aide [...] d'un homme d'affaires russo-israélien très introduit en Angola, Arkady Gaydamak. [...]

En Sierra Leone, la société de Schmuël Schnitzer, le très influent président de la Bourse du diamant d'Israël, considéré comme pro-russe, vient, avec une dizaine de ses pairs, d'être retenu par le gouvernement pour l'écoulement des pierres. Et, dans la très tourmentée République démocratique du Congo, [...] Laurent-Désiré Kabila a octroyé fin juillet un contrat d'exclusivité de dix-huit mois pour l'exportation de ses gemmes à une autre firme israélienne, IDI Diamonds [...] dirigée par Dan Gertl, neveu de l'infatigable Schmuël Schnitzer... Elle serait également épaulée par de puissants intérêts russes, qui rêvent de débouchés africains. Le contrat signé avec le gouvernement congolais comporterait des prestations paramilitaires pour sécuriser la production. [...] Selon un initié, "fournir des gros bras est une pratique très courante dans ce milieu". À coups de morale et de mercenaires, les diamantaires protègent leur juteux business ».

[Un autre passage de ce long et passionnant reportage est cité dans notre supplément. Il va de soi que le combat initié par l'ONG Global Witness contre les "diamants du sang" suscite sabotages et scepticisme. Dans ce concert, la nébuleuse russo-israélienne renforce considérablement ses positions, avec le soutien de Tel Aviv. Israël a encore plus à y perdre en termes d'image que les diamantaires. Et les fortunes rapides, colossales et douteuses des stars de cette nébuleuse nourrissent en Russie un antisémitisme toujours en recherche de combustible (cf. Clément-Marie Vadrot, Vladimir Poutine, le nouveau tsar, in *Le Journal du Dimanche* du 17/12/2000).

Le Parisien, *Blanchiment à Monaco : un juge parle*, 04/12/2000 (Alain LEMAÎTRE) : « Argent public, argent privé, l'émission de France 2, ce soir [...]. Pour la première fois devant une caméra, le juge Charles Duhaîne [...] raconte comment pendant quatre ans en poste à Monaco, on l'a empêché par tous les moyens de faire son travail de magistrat, alors que l'argent sale continue d'enrichir la Principauté. [...]

Les dossiers sont savamment étudiés avant d'être confiés à un juge, ce qui laisse largement le temps aux blanchisseurs de reprendre leur argent et faire leurs valises. [...] Deux magistrats français, qui ont perdu tout récemment leur agrément auprès de la Principauté, sur décision d'Élisabeth Guigou alors garde des Sceaux, ont préféré rester à Monaco pour devenir, après services rendus, des conseillers techniques du prince à 85 000 F par mois. [...]

Un jour, un auxiliaire de justice m'a dit : "Votre opiniâtreté vous vaudra douze balles dans la peau". [...]

Les reporters de France 2, avec une caméra cachée, proposent de placer immédiatement en liquide un million de francs en provenance d'Italie et qu'à terme il y aura dix millions. Le chaleureux banquier explique alors : "Vous n'avez rien à craindre. Il faut faire ça intelligemment, en une série de versements étalés dans le temps" ».

LIRE

Collectif TotalElfFina ne doit pas faire la loi en Afrique, *TotalFinaElf ne doit pas faire la loi*, 39 p.

Le collectif qui, depuis trois ans, conteste les pratiques illégales, délinquantes et parfois criminelles d'Elf a élargi son champ d'observation à Total (donc aussi à la Birmanie). Il vient d'actualiser sa plaquette d'information, l'améliorant considérablement. Résultat : le *vade me cum* du citoyen qui refuse de se laisser mazouter le cerveau.

Nesroulah Yous, *Qui a tué à Bentalha*, La Découverte, 2000, 311 p.

Dans la nuit du 22 au 23 septembre 1997, environ 200 assassins débarquent en camions dans une cité du village de Bentalha, en périphérie d'Alger. Pendant environ cinq heures, les tueurs exaltés, probablement drogués, égorgent et éventrent plus de 400 personnes, dont beaucoup de femmes et d'enfants. Les premiers postes militaires ne sont qu'à quelques centaines de mètres. Les voisins sont empêchés de porter secours par des blindés, survenus entre-temps, qui restent stationnés à quelques dizaines de mètres du massacre.

Témoïn difficilement contestable, peu suspect de sympathie pour les islamistes, Nesroulah Yous décrit l'enchaînement lointain et proche des faits, dans ce lieu frappé d'anathème. Tous ceux qui ont survécu à cet enfer, assure-t-il, sont convaincus que les coupables sont des militaires, membres d'escadrons de la mort, payés pour défendre le pouvoir des généraux : « de petites unités entraînées pour tuer, auxquelles on ajoute quelques islamistes. Disons dix ou vingt personnes qui tuent froidement dans un groupe plus vaste où beaucoup sont drogués » (interview à *Politis*, 23/11/2000).

Installé à Bentalha depuis 4 ans, il montre l'émergence de deux catégories de membres du GIA (Groupe islamiste armé) : de petits voyous locaux, et des athlètes d'origine inconnue, dotés d'un armement neuf. Lui, simple civil, sait où ce GIA équivoque a installé son QG, dès 1994 – à 5 km d'une caserne. Alors, la sécurité militaire...

L'éditeur François Gèze est aussi l'auteur d'une postface décapante. Il commente dans *Politis* (23/11/2000) l'attitude française : « Nos hauts responsables connaissent, sans doute depuis 1993, le rôle exact joué par les forces de sécurité algériennes dans la violence terroriste en Algérie. La DGSE, très bien informée, a fait des rapports là-dessus. Mais, [...] avec le parfait cynisme de gens qui estiment penser en stratèges, [...] ils se disent : ces généraux sont des corrompus et des sanguinaires, mais ils assurent la stabilité de l'Algérie ».

« Si les généraux algériens font preuve d'une telle sauvagerie, c'est pour pouvoir préserver le produit de leurs rapines et le léguer [...] à leurs enfants. [...] L'argent circule d'un bord à l'autre de la Méditerranée. D'un côté les grands contrats d'exportation de gaz et de pétrole ; de l'autre, l'importation massive de biens de consommation, dont une part importante vient de France. [...] Ces marchés-là font l'objet de commissions occultes, [...] des milliards de francs chaque année. [...] Il y a bien entendu des rétro-commissions. [...]

Ma conviction profonde est qu'une partie de ces sommes est allée dans les caisses de certains partis politiques français. [...] On approche désormais de la vérité [...]. Et le choc pour la société française, ses élites, la gauche, risque d'être énorme ».

Association Survie, 57 avenue du Maine, F75014-Paris - Directeur de la publication : François-Xavier Verschave - Imprimé par nos soins
Commission paritaire n° 76019 - Dépôt légal : Janvier 2001 - ISSN 1155-1666 - Abonnement: 100FF (Étranger: 130FF)
Tél. (33 ou 0)1 43 27 03 25 - Fax (33 ou 0)1 43 20 55 58 - survie@globenet.org - <http://www.globenet.org/survie>

La Françafrique aux arrêts ?

Des affaires françaises, des affaires africaines. Des noms connus, d'autres moins. En cette fin d'année 2000, en tout cas, c'est un beau morceau de la Françafrique qui a été visé, perquisitionné ou mis en examen, voire écroué par les juges Armand Riberolles, Marc Brisset-Foucault, Philippe Courroye et Isabelle Prévost-Desprez : **Michel Roussin**, **Pierre Falcone**, **Arcadi Gaydamak**, **Jean-Charles Marchiani**, **Charles Pasqua**, **Bernard Poussier**, **Jean-Christophe Mitterrand**, **Jean-Noël Tassez** – tandis que le juge Renaud van Ruymbeke relançait la traque du fugitif **Alfred Sirven**, via de présumés complices de sa cavale, **Jean-Marie Lapierre**, ancien mercenaire de **Bob Denard**, et **Lionel Queudot**.

On objectera que **Michel Roussin**, organisateur des circuits financiers milliardaires de Jacques Chirac¹, aiguilleur du financement occulte des partis politiques, n'est épinglé que pour 600 millions de racket sur la rénovation des lycées franciliens (parmi tant d'autres marchés de Paris et sa région, pareillement "taxés", comme en nombre de régions françaises). C'est oublier qu'une partie de cet argent était blanchi via plusieurs pays d'Afrique : la Côte d'Ivoire (avec l'inénarrable Yanni Soizeau, traité par un proche de Roussin, **Philippe Jehanne**²), le Congo-Brazzaville, probablement le Cameroun... En Suisse, sur les comptes de sociétés fiduciaires basées en divers paradis fiscaux, l'argent des rackets français se mêlait aux énormes caisses noires d'Elf, aux rétro-commissions sur les ventes d'armes, etc. Il faut se souvenir encore que Michel Roussin, ex-numéro 2 de la DGSE, ancien ministre de la Coopération, est devenu le "Monsieur Afrique" du patronat (MEDEF) et du groupe monopolistique **Bolloré**.

Par delà Roussin, c'est tout un système qui est dans le collimateur de la justice. Les mêmes connivences, les mêmes deals, la même « éthique » qui enfle les discours du président de la République, siphonnent l'argent public français et pillent les ressources africaines (avec là-bas, toutefois, des pourcentages 10 à 30 fois supérieurs à ceux en vigueur dans l'Hexagone). Tout cela évidemment béni, à Paris, par celui qui en fut le maire pendant 18 ans, **Jacques Chirac**. Et Outre-Mer par le même, qui reçut en héritage le réseau Foccart. Aurait-il, naïf, été financièrement dopé "à l'insu de son plein gré" ?

Il n'est pas le seul, bien sûr. De Démocratie libérale au Parti communiste, tous les partis de gouvernement, à l'exception des Verts, ont accepté les valises des grands corrupteurs, à commencer par Vivendi (ex-Générale des Eaux), Suez-Lyonnaise et Bouygues – les mêmes qui cherchent à rafler, pour quelques deniers, les juteuses privatisations africaines. **Gérard Peybernès**, le correspondant socialiste de Roussin, a financé au moins une campagne de **Lionel Jospin**. Il aurait, ainsi que son avocat, des activités en Afrique...

À peine libéré, le conseiller de Paris Michel Roussin recevait les accolades ostentatoires de ses collègues de droite et de gauche. « Maire rocardien du X^e arrondissement, l'avocat d'affaires Tony Dreyfus n'oublie pas de prendre son tour. Et Roussin [...] le remercie du soutien public sans réserve que lui a manifesté **Michel Rocard**. Quant à Pierre Schapira, ami personnel de Lionel Jospin et président de la commission de contrôle des finances du PS, il se précipite sur l'ancien chef de cabinet de Chirac, en l'appelant par son prénom³». Tous le « remercient de n'avoir pas parlé sous la torture. Et, dans leur façon d'être avec Roussin, se perçoit surtout une complicité *contre* les juges – les salauds de juges qui vous emballent un élu comme un vulgaire voleur de trottinette⁴».

Nous avons jugé utile d'éclairer nos lecteurs sur les dessous françafricains de cet emballement judiciaire.

Michel Roussin⁵

Un homme-protégé. En plus de ses états de Services, il a été successivement orchestrateur financier de la Chiraquie, ministre de la Coopération, PDG d'une entreprise de construction (SAE International, devenue Eiffage), dans l'orbite de Paribas. En 1997, il cumulait cette fonction avec la présidence du comité Afrique du patronat français, la délégation de la Francophonie à la mairie de Paris, et une candidature avouée à la présidence d'Elf... Si l'on ajoute une touche présumée de **GLNF** (Grande Loge nationale française)⁶, on respire un puissant bouquet françafricain. Roussin a d'ailleurs « son propre petit groupe de fidèles, discrets, placés à des endroits stratégiques du village franco-africain⁷». Parmi eux, le très proche **Jean-Yves Ollivier**, personnage majeur de la Françafrique et pivot des Services, depuis le contournement de l'apartheid jusqu'à la recolonisation du Congo-B, en passant par la mercenarisation des Comores ; il aurait aussi été l'officier traitant de **Sirven**, et aurait organisé sa fuite. Roussin peut encore compter sur l'ex-colonel de la DGSE **Jean-François Charrier**, particulièrement attentif à la riche Nouvelle-Calédonie, aux Comores et à Madagascar.

Tout en continuant d'être l'ambassadeur du **MEDEF** en Afrique, l'ancien ministre a choisi d'investir son exceptionnel carnet de relations au sein du groupe **Bolloré**. Né au Maroc, il est parfaitement en phase avec les gros intérêts de ce groupe dans le royaume chérifien. Il en supervise désormais toutes les activités africaines (transports, tabac, transit, matières premières...) et la turbulente filiale Saga, l'un des plus gros débiteurs privés de l'Agence française de développement⁸. L'homme est tellement incontournable que Jacques Chirac n'a pu faire autrement que se réconcilier avec lui, après la "trahison" de 1994 - le ralliement de Roussin à la candidature d'Édouard Balladur.

Il vaut la peine de s'attarder un peu sur le parcours d'un tel "Monsieur Afrique", si considérable qu'il situe aussitôt l'ambition du groupe qui l'emploie. Proche collaborateur du patron de la "Piscine" Alexandre de Marenches, il a comme lui fait les frais de l'alternance politique de 1981 : Mitterrand a remplacé de Marenches par Pierre Marion, qui a prié Roussin d'aller nager ailleurs. Ce dernier s'est retrouvé à piloter le cabinet du maire de Paris, Jacques Chirac, et son parti, le RPR. Comme s'il s'agissait de deux services secrets...

« De son bureau de directeur de cabinet de la mairie de Paris, il dirigeait en sous-main la formation chiraquienne. C'est lui qui, en l'absence

1. Cf., entre autres, Alain Guédé et Hervé Liffra, *La Razzia et Pêril sur la Chiraquie*, Stock, 1995 et 1996.

2. Cf. François-Xavier Verschave, *La Françafrique*, Stock, 1998, p. 214-215 ; *Noir silence*, Les Arènes, 2000, p. 270-271.

3. *Roussin n'a que des copains*, in *Le Canard enchaîné* du 13/12/2000.

4. Pierre Marcelle, *Les coquins de Roussin*, in *Libération* du 13/12/2000.

5. D'après *Noir silence*, op. cit., p. 396-399.

6. Comme les Bongo, Sassou Nguesso, Déby, Compaoré, Gueï, Méry...

7. *Bolloré, le dernier empereur d'Afrique*, in *La Lettre du Continent (LdC)*, 01/07/1999.

8. Relevons, parmi tant d'autres concours financiers, que Saga a été « vivement soutenue par la CFD dans son OPA sur le trafic du bois congolais » (Olivier Vallée, *Pouvoirs et politiques en Afrique*, Desclée de Brouwer, 1999, p. 63). La Caisse française de développement (CFD) est devenue Agence (AFD).

de Chirac, installait les nouveaux hiérarques du parti et leur passait les consignes ; lui qui recevait plusieurs fois par semaine - parfois quotidiennement en période électorale - Louise-Yvonne Casetta, la trésorière occulte du parti. Et lui qui, également, sans jamais apparaître physiquement rue de Lille régnait sur la petite armée de permanents et sur l'intendance du parti par le truchement de Louise-Yvonne Casetta - et surtout d'un colonel qui l'a suivi dans son ascension, **Jacques Rigault** [...], homme des missions discrètes en Afrique et en Asie pour le compte de l'Hôtel de Ville. Rigault l'a ensuite accompagné au ministère de la Coopération⁹.

Jacques Chirac avait fait attribuer ce ministère à Michel Roussin pour contrer les réseaux de **Charles Pasqua**. Or Pasqua et Roussin s'accordent à préférer le Premier ministre **Édouard Balladur** au président-fondateur du RPR. Cause ou conséquence, le ministre de la Coopération s'appuie en Afrique sur un trio d'entreprises "balladuriennes" : Elf, Bouygues et... Bolloré¹⁰.

Sitôt élu, le président Chirac se voit contraint de reconquérir son propre parti. Mais « la "déroussinisation" du RPR se heurte à une limite évidente : il convient certes de punir le traître et le maladroit, mais il faut surtout éviter qu'il ne soit tenté d'aller raconter tout ce qu'il sait¹¹ ». Dès 1994, encore maire de Paris, Jacques Chirac avait été rappelé à l'ordre. Il venait de glisser quelques peaux de banane sous les pas du ministre qui lui échappait. Candidat à la présidence de la République, il venait aussi de publier un livre-programme, *Réflexions 1*. Devant un auditoire choisi, Michel Roussin dégaina : « *Moi, je n'aurais pas besoin d'écrire un livre, une page suffira*¹² ». Le journaliste Jean-Paul Cruse écrit à ce propos :

« Roussin connaît énormément de choses. Sur l'activité des services secrets français, naturellement, en Afrique et ailleurs, sur la mairie de Paris, sur la famille Chirac même, à laquelle il est personnellement attaché, et sur l'organisation interne du RPR. Tous ces domaines sont d'ailleurs liés¹³ ».

La brouille ne pouvait pas durer. Dès la fin de 1995, Roussin est mis à l'abri du besoin : on lui octroie la présidence de SAE International, rebaptisée **Eiffage**.

« À la SAE, son rôle va consister à vendre des grands travaux à l'étranger, un métier où il faut savoir fermer les yeux sur les mauvaises fréquentations. Ainsi, les 10 et 11 juin 1996, il est reçu par la junte militaire de Rangoon avec les honneurs dus à un ancien ministre de la République française. Mais son déplacement visait surtout à faire du business : Roussin venait "vendre" la construction de deux hôtels en Birmanie¹⁴ ».

Il y était en fait piloté par la pasquaïen **Pierre Falcone**, que nous allons retrouver plus loin, ainsi que sa société **Brenco**. La féroce dictature birmane (le SLORC) a été investie par les réseaux françafricains, en même temps que **Total** investissait dans un gazoduc. Ni Roussin ni Falcone n'ignorent que le SLORC gère un narco-État, finançant l'essentiel de ses achats avec l'argent de la drogue. **Jean Pichon**, ex-attaché militaire en Thaïlande, est là pour les renseigner : reconverti en homme d'affaires, il s'est installé en Birmanie ; il y est devenu un personnage clef, recevant du SLORC des marques d'estime exceptionnelles. Où donc avait-il installé l'antenne française de sa société ? Dans les locaux de Brenco...

Devant la mission parlementaire d'information sur les entreprises pétrolières, le journaliste Francis Christophe a affirmé : « *Une nébuleuse d'entreprises françaises centrée sur la société Brenco a monté un véritable circuit de blanchiment permettant à l'armée birmane d'acquérir des hélicoptères polonais en justifiant de l'origine des fonds par le versement de Total*¹⁵ ». Total ayant reconnu avoir versé 15 millions de dollars à son partenaire birman MOGE (Myanmar Oil & Gas Enterprise), les achats du SLORC seront découpés en tranches de quinze millions de dollars :

« Une dizaine de ces tranches a été identifiée, dont au moins quatre – soixante millions de dollars – pour la fourniture d'hélicoptères polonais. Le procédé était tellement connu qu'une plaisanterie circulait parmi les intermédiaires opérant à Rangoon [...] : on pouvait (presque) tout vendre au SLORC, à condition que la facture soit un multiple de quinze millions de dollars¹⁶ ».

En Birmanie, la quasi-totalité des hôtels de luxe sont de pures opérations de blanchiment. Michel Roussin s'est rendu au moins quatre fois à Rangoon. Sa société Eiffage a obtenu d'y construire un hôtel Sofitel (enseigne du groupe français Accor), bien que ses coûts soient sans commune mesure avec ceux des entreprises de la région, tout à fait compétentes. Les travaux ont été interrompus, laissant depuis trois ans une vilaine carcasse de 50 mètres de haut. **Accor** s'est toujours refusé à indiquer l'identité de son partenaire birman...

« À la fin avril 1997, une délégation du gouvernement birman en exil (issu des élections remportées par la LND en 1990) en visite à Paris, dirigée par le Premier ministre, le Dr Sein Lwin, s'étonne auprès de ses interlocuteurs au ministère des Affaires étrangères et au Parti socialiste du soutien sans faille apporté au Slorc par une équipe d'anciens membres des services secrets. [...] Il nomme MM. Roussin et **Marchiani**. Evoquant leur rôle dans les livraisons d'armements au financement lié à la drogue, il demande une clarification sur cette *French-Slorc Connection*, ses liens avec la compagnie Total et la position du gouvernement français¹⁷ ».

Fin 1999, l'Élysée nomme Michel Roussin au Conseil économique et social¹⁸. Jacques Chirac lui a fait un autre cadeau de réconciliation un an plus tôt : un poste d'administrateur à la **Comilog** (Compagnie minière de l'Ogooué), au pays du "frère" Bongo. Cette sous-filiale du holding public **ERAP** est présidée par un ami de 30 ans de Jacques Chirac, **Claude Villain**¹⁹. Son objet affiché est déjà très riche : l'exploitation des mines gabonaises de manganèse. Elle est aussi au cœur du "réacteur" franco-gabonais, saturé de secrets d'État et de milliards égarés - entre un chemin de fer pharaonique, le Transgabonais, et la filière de l'uranium à Franceville. Curieusement, c'est à la Comilog qu'a été confiée la protection de cette filière. Quitte à y "perdre" beaucoup d'argent : un trou inexplicable de 400 millions de francs a été constaté en 1995, au détriment de la Caisse française de développement²⁰. En tant qu'ancien ministre de tutelle de cette Caisse, Michel Roussin connaît sans doute les bénéficiaires de

9. A. Guédé et H. Liffan, *Péril sur la Chiraquie*, Stock, 1996, p. 156.

10. Cf. *Les réseaux africains RPR*, in LdC du 01/04/1999.

11. *Péril sur la Chiraquie*, op. cit., p. 158.

12. Cité par A. Guédé et H. Liffan, *La Razzia*, Stock, 1995, p. 68.

13. *Un corbeau au cœur de l'État*, Éd. du Rocher, 1998, p. 160.

14. *Péril sur la Chiraquie*, op. cit., p. 159.

15. *Pétrole et éthique*, t. I, p. 96 et t. II, p. 83. Cf. aussi *Blanchiment : le pipe-line de l'argent sale birman*, in *La Dépêche internationale des Drogues*, 01/1997 : « L'obtention du contrat Yadana par Total en 1992 a été liée par le SLORC [la junte birmane] à la livraison de 24 hélicoptères d'origine "soviétique", rénovés en Pologne, grâce à l'entremise d'une nébuleuse de sociétés animée par la française Brenco ».

16. Francis Christophe, *Birmanie, la dictature du pavot*, P. Picquier, 1998.

17. Ibidem. Jean-Charles Marchiani est très proche de Pierre Falcone. Ils démentent avoir été en Birmanie. Pourtant, un témoin affirme les avoir vus, cornaqués par Jean Pichon, dans le hall de l'Inya Lake Hotel.

18. Cf. *Le retour en grâce de Roussin*, in LdC du 28/10/1999.

19. Cf. *Michel Roussin, administrateur de la Comilog*, LdC, 24/09/1998. La holding ERAP est elle-même présidée par un autre membre du clan, Rémy Chardon.

20. Cf. F.X. Verschave, *La Françafrrique*, Stock, 1998, p. 135 ; Dominique Lorentz, *Une guerre*, Éd. des Arènes, 1997, p. 133-152 ; *La note du manganèse*, in LdC du 08/06/1995 ; *Les milliards perdus du banquier de l'Afrique*, *Capital*, 11/1997.

cette "aide au développement".

Le tandem Roussin-Bolloré s'est signalé par son appui à trois "frères" dictateurs, les généraux **Denis Sassou Nguesso**, **Robert Gueï** et **Idriss Déby**. Le premier, coraqué par l'ami **Jean-Yves Ollivier**, n'a pas reculé devant le crime contre l'humanité pour reconquérir un pays qui lui avait échappé ; il reste le pivot de la stratégie de Bolloré en Afrique centrale²¹. Michel Roussin a été l'un des derniers à soutenir Robert Gueï dans sa tentative mortifère de putsch électoral. Quant à Idriss Déby, il a bénéficié du lobbying de Bolloré en faveur de la construction du pipeline Tchad-Cameroun.

Bénéfice partagé : **Bolloré** est un des principaux adjudicataires. Intervenant dans une région troublée, sur un investissement controversé, le groupe se fait protéger par une société créée fin 1999, **Sécurité sans frontières**. Président du Conseil de surveillance : Michel Roussin...

Pierre Falcone et Arcadi Gaydamak²²

Le premier est en prison. Le second (GLNF) fait l'objet d'un mandat d'arrêt international. Pourtant, il a gagné jusqu'ici tous ses procès en diffamation, et obtenu de l'état-major de TF1 (GLNF) un plaidoyer au journal de 20h. Ce milliardaire d'origine russe, qui possède quatre passeports (israélien, français, canadien et anglais), se prétend persécuté par le fisc parisien – alors qu'il a été décoré de l'Ordre national du mérite par le préfet Marchiani, « pour son aide dans la libération des pilotes français en Serbie²³ ». Qu'en est-il ?

1- Le client africain de Falcone & Gaydamak : la pétro-dictature angolaise et ses connexions douteuses.

Depuis l'indépendance angolaise en 1975, Français et Américains ont, *grosso modo*, partagé la même stratégie. Pendant quinze ans, avec le régime sud-africain d'apartheid, ils ont nettement soutenu les rebelles de l'Unita, contre Cuba et l'URSS ; avec la chute du mur de Berlin, la fin de l'apartheid et le boom pétrolier, ils se sont mis à armer aussi le gouvernement de Luanda, puis à miser sur sa victoire dans l'interminable guerre civile qui déchire le pays. Fin 1999, TotalFina-Elf et les majors américaines se partagent l'essentiel des énormes gisements de pétrole sous-marin.

Mais justement, la différence est éclairante entre les méthodes des uns et des autres. Le régime angolais avait deux ennemis, Washington et Paris, qui sont devenus ses associés. Pourquoi se trouve-t-il beaucoup plus en phase avec le second ? La réponse tient à la spécificité des réseaux francoafricains de corruption, dont l'imagination a été cette fois jusqu'à se brancher sur l'argent russe. Non que les Américains ne corrompent pas, mais ils ne procèdent pas de manière aussi "intime", ils sont incapables du "paternalisme à la française". Plus brutales et agressives, leurs méthodes sont du coup plus visibles et plus facilement répudiables.

Rappelons à grands traits l'histoire récente, complexe, d'un pays qui a la malchance d'être trop riche en pétrole et en diamants²⁴. En 1975, trois mouvements indépendantistes luttent pour prendre le pouvoir laissé par le Portugal, où la "révolution des œillets" tourne la page des longues guerres de décolonisation : le FNLA (Front national de libération de l'Angola) de Roberto Holden, le MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola) d'Agostinho Neto et l'Unita (Union pour l'indépendance totale de l'Angola) de Jonas Savimbi. Le second conquiert de justesse Luanda contre le premier, qui ne se remettra pas de son échec final.

D'inspiration marxiste, le MPLA a une base étroite, l'élite urbanisée d'une très ancienne colonie. Il obtient très vite le renfort du "camp progressiste" : contingents cubains, argent soviétique. Savimbi recrute à l'intérieur du pays. Il entreprend une guerre de harcèlement sur un schéma maoïste. Ce qui ne l'empêche pas d'être fortement soutenu par le camp occidental, États-Unis en tête, suivis de la France, du Zaïre mobutiste et de l'Afrique du Sud - puisque le MPLA participe au front anti-apartheid.

Ces quatre pays, plus Cuba, la Russie, l'ancienne métropole portugaise et les milieux d'affaires brésiliens, cela fait au moins huit sources permanentes d'ingérence. De quoi relancer indéfiniment la guerre entre MPLA et Unita - une lutte à mort pour le pouvoir. Les horreurs vont s'enchaîner, se répondre : civils massacrés, campagnes ravagées et minées, mutilés innombrables, villes assiégées et affamées. Bref, « la pire guerre d'Afrique ». Payée par l'argent du pétrole et des diamants, parmi les plus beaux du monde. Deux matières premières faciles à écouler, éminemment corruptrices. Les dividendes de l'or noir vont plutôt au MPLA, tandis que l'Unita contrôle de riches zones diamantifères. Mais il existe des croisements financiers souterrains, affaires obligent : les compagnies pétrolières et la *De Beers* ont fricoté avec les deux camps. Côté Unita, il y a une seule caisse, celle du chef totalitaire, qui purge régulièrement son entourage. Côté MPLA, la corruption s'installe. Elle va croître démesurément avec les découvertes des immenses champs de pétrole au large des côtes.

L'on vérifie encore que les guerres civiles trop prolongées ont de profonds effets mimétiques : plus que d'autres, ces guerres grouillent de saloperies ; sur un quart de siècle, seuls les "salauds", ou ceux qui le deviennent, peuvent encore s'accrocher aux manettes ; les idéalistes, les humanistes, et jusqu'aux gens "normaux" sont éliminés ou relégués. Savimbi impose sa conception paranoïaque du pouvoir et une stratégie de guérilla à la vietnamienne, terriblement coûteuse pour la population rurale et, plus tard, pour les habitants des villes encerclées.

Son adversaire le MPLA n'a, bien sûr, plus rien de progressiste. Il s'acoquine avec le *trader* **Marc Rich**, qui couvrit à lui seul la moitié des besoins pétroliers du régime sud-africain d'apartheid, placé sous embargo²⁵. Ou il recourt à la firme mercenaire Executive Outcomes, dirigée par un ancien responsable des services spéciaux de l'apartheid. À Luanda, le pactole pétrolier et la police politique sont les deux obsessions du pouvoir. L'économie de guerre va très bien à ses occupants : le Président, son entourage, et quelques généraux influents. Leur luxe contraste avec la misère du pays, jusque dans la capitale pourtant épargnée par la guerre. Trois enfants sur dix n'atteignent pas cinq ans.

« Bien que l'Angola soit potentiellement l'un des pays les plus riches d'Afrique (richesses minières et pétrole), sur onze millions d'habitants, moins de 50 000 Angolais vivent plus ou moins selon les standards occidentaux. La guerre absorbe 40 % du budget de l'État ; la production

21. Cf. Agir ici et Survie, *Bolloré : monopoles services compris*, L'Harmattan, 2000, p. 56-64.

22. D'après *Noir silence*, op. cit., p. 338-346. Arcadi Gaydamak fait un procès en diffamation à François-Xavier Verschave.

23. « Une breloque prise sur le contingent personnel du président de la République Jacques Chirac » (*Un homme bien sous toutes latitudes*, in *Le Canard enchaîné* du 01/10/1997).

24. Colette Braeckman a résumé cette histoire dans *L'enjeu congolais*, Fayard, 1999, p. 102-105 et 251-267.

25. Cf. le rapport de l'ONG Global Witness, *A crude awakening. The Role of the Oil and Banking Industries in Angola's Civil War and the Plunder of State Assets* (Un réveil brut. Le rôle du pétrole et de la banque dans la guerre civile angolaise et le pillage des biens publics), 12/1999.

agricole ne couvre plus les besoins alors qu'avant l'indépendance l'Angola était exportateur net de produits agricoles. Le tissu industriel, le second d'Afrique avant 1975 est en ruines²⁶».

C'est dans ce contexte qu'ont échoué deux accords de paix successifs, conclus sous les auspices des Nations unies avec un triple parrainage : Portugal, États-Unis, Russie. En 1991 sont signés à Lisbonne les accords dits de Bicesse, qui prévoient la tenue d'élections libres en septembre 1992. Eduardo Dos Santos, le successeur de Neto à la tête du MPLA, devance Jonas Savimbi dans un scrutin présidentiel très serré et contesté. Le second reprend le maquis. Le MPLA lance dans Luanda une chasse à l'homme où périssent deux mille cadres et militants de l'Unita.

En 1994, un nouveau protocole de paix est signé à Lusaka, la capitale zambienne. Il tente d'aménager un gouvernement d'unité nationale : Savimbi reçoit un statut de chef de l'opposition, l'Unita envoie 70 parlementaires à l'Assemblée. Mais la méfiance réciproque est devenue insurmontable, les enjeux de pouvoir et d'argent trop énormes. La police politique du régime, qui poursuit ses basses œuvres, bouche les perspectives. En face, Savimbi entretient sa machine de guerre, en autocrate impitoyable. Il esquivé les mesures de désarmement, et ne se décide pas à gagner Luanda. La paix pourrait sur pied. Les marchands d'armes sont aux anges. L'ONU quitte le pays. Les trois "parrains de la paix" choisissent de soutenir à fond le régime Dos Santos dans son option de guerre totale. Ils tiennent pour négligeable le Manifeste pour la paix signé courageusement²⁷ par des représentants de la société civile angolaise : ceux-ci prônent des négociations plutôt que le passage en force, ils doutent qu'une victoire militaire, ou même l'élimination de Savimbi, puissent apaiser le pays. Paris, non sans un reste de double jeu, apporte son soutien à l'offensive "finale".

Comment Elf et la France se sont-elles insinuées dans ce jeu mortifère ? Dès 1976, le président **Giscard d'Estaing** demande au patron du Sdece, Alexandre de Marenches, de fournir l'Unita en armes et en instructeurs (une trentaine), parallèlement à la CIA. **Denard** est de la partie. En 1981, **Mitterrand** ordonne la cessation du soutien français. Le Sdece, devenu DGSE, est relayé par les Services marocains et sénégalais. Elf paie. Mitterrand change bientôt d'avis : la DGSE peut reprendre une aide directe²⁸. À Paris, le lobby pro-Unita est alors au zénith : on y trouve les héritiers libéraux de Giscard (**François Léotard**, **Gérard Longuet**, **Claude Goasguen**, **Jean-Pierre Binet**, beau-frère de **Vincent Bolloré**), mais aussi des Chiraquiens comme **Jacques Toubon**. En Afrique, les **Hassan II**, **Eyadema** et **Compaoré** sont du même bord. Chez Elf se dessine un partage des rôles : **Alfred Sirven** côté Unita, **André Tarallo** côté MPLA.

Le vent tourne en faveur de ce dernier. Resté proche des dirigeants de Luanda, le dictateur congolais **Sassou Nguesso**, provisoirement écarté du pouvoir, facilite le changement de cap. Son ami **Charly Feliciaggi** (frère de **Robert**, l'empereur des jeux) s'insinue dans les circuits d'approvisionnement de la Garde présidentielle, et le Franco-Brésilien Pierre Falcone dans ceux de l'armée. Le milliardaire Arcadi Gaydamak acquiert la nationalité angolaise et devient « conseiller aux Affaires étrangères » du régime de Luanda²⁹. Avec **Jean-Charles Marchiani** et **André Tarallo**, ils constituent une tête de pont pasquaienne en Angola. Dès le printemps 1994, **Dos Santos** ne cache plus son attirance pour le ministre de l'Intérieur de l'époque, qu'il invite à Luanda³⁰.

Cela n'empêche pas les bonnes manières à l'égard de **Jacques Chirac**. Selon Claude Angeli, rédacteur en chef du *Canard enchaîné*,

« Du temps où il était président marxiste du Congo, M. Sassou Nguesso, qui entretenait des liens amicaux avec le Président Chirac et le Président Dos Santos, est intervenu pour qu'Elf dispose d'un bassin offshore en Angola, le [fabuleux] bloc 17. M. Sassou Nguesso a ensuite touché une redevance régulière sur ce bloc, ce qui lui a sans doute permis de vivre et de maintenir ses partisans en activité pendant qu'il était dans l'opposition³¹ ».

Depuis lors, les liens Sassou-Chirac n'ont jamais été aussi forts. Loin des côtes et de la guerre, les découvertes pétrolières se succèdent dans les eaux angolaises. Chance ? Talent ? Savoir-faire ? **Elf** est très souvent en *pole position*. L'habitude est prise cependant de partager les risques, y compris politiques, en croisant les participations entre grandes compagnies. Il faut investir en effet quelque 300 milliards de francs pour faire de l'Angola le premier producteur africain, avec près de 120 millions de tonnes par an en 2005, et une recette annuelle qui pourrait dépasser les 100 milliards de francs. Dont environ un tiers pour TotalFina-Elf.

Négociés en 1999, les trois blocs en eau ultra-profonde 31, 32 et 33 renfermeraient les plus vastes réserves mondiales encore inexploitées. Elf a été désignée comme l'opérateur principal du bloc 32, BP-Amoco est chef de file sur le 31, Exxon sur le 33. Elf est associée à une société suisse, **Pro-Dev**, dirigée par un homme d'affaires syrien. Celle-ci a servi d'intermédiaire pour d'importantes livraisons d'armes au Moyen-Orient. Elle aurait fait de même en Angola. Ses 15 % dans le bloc 32 viendraient garantir la transaction. Les responsables d'Elf affirment ne rien savoir sur Pro-Dev... Évidemment : c'est un pétrolier de raccroc. Tout comme Pierre Falcone, dont la société Falcon Oil & Gas s'est mise à jouer dans la cour des grands : elle a obtenu 10 % dans le bloc 33. La grosse société de sécurité israélienne Levdan n'en a obtenu que la moitié³².

Ces pourcentages gagent des prêts considérables, destinés aux achats d'armes ou de fournitures pour l'armée angolaise³³, et aux coffres personnels. Les commissions sur ces importations publiques sont de l'ordre de 40 à 50 %. Elles s'ajoutent aux droits d'entrée, ou "bonus", obtenus par le clan au pouvoir : un milliard de dollars pour les seuls blocs 31 à 33³⁴. Ce paiement de "bonus" hors budget, « c'est comme payer des gangsters pour obtenir un service, s'indigne un observateur. Les dirigeants angolais participent à un "vol légal"³⁵ ». Le peuple angolais est littéralement déshérité. Sans parler de la part des ventes courantes de pétrole qui alimente directement les comptes présidentiels.

Dans *Politique africaine*, Christine Messiant, du CNRS, dénonce « le "culte de la personnalité" », « la privatisation du "bien

26. *Pétrole et éthique : une conciliation possible ?*, Rapport de la mission d'information parlementaire « sur le rôle des compagnies pétrolières dans la politique internationale et son impact social et environnemental », 1999, t. I, p. 149.

27. La situation des prisonniers politiques est innommable, comme le rapporte le journaliste Raphael Marques, incarcéré pour ses critiques du régime. Un prisonnier avec lequel il jouait habituellement aux cartes a dû dormir pendant trois jours dans une cellule sans fenêtres au milieu des corps de trois détenus décédés (*In an Angolan jail, "you are below a dead dog", it is sometimes like a horror movie*, NCN, 27/11/1999).

28. Cf. Roger Faligot et Pascal Krop, *La Piscine*, Le Seuil, 1985, p. 360.

29. Cf. Hervé Gattegno et Fabrice Lhomme, *Une enquête sur une société de vente d'armes vise des personnalités politiques*, in *Le Monde* du 09/12/2000.

30. Cf. *Charles Pasqua, le "chouchou" de Dos Santos*, in *LdC* du 03/03/1994.

31. *Pétrole et éthique*, rapport cité, t. I, p. 152.

32. D'après *Angola : Le pétrole et la guerre*, in *Africa Confidential*, édition française (ACf), 17/05/1999.

33. La *Compagnie angolaise de distribution alimentaire* (CADA), basée aux Îles Vierges, a obtenu un contrat de 720 millions de dollars pour nourrir les Forces armées angolaises. Le président dos Santos a pris le contrôle de la CADA juste avant la relance de la guerre civile, fin 1998... (Global Witness, rapport cité).

34. *1 Md\$ de prêts gagés en quelques mois*, in *LdC*, 31/03/1999.

35. Relaté par Global Witness, in *The Role of the Oil and Banking*, rapport cité.

public” au profit de la nomenklature du parti-État », le renforcement de « la prédation sur le pétrole », « un ordre sécuritaire entretenant la peur », l’opacité « de règle dans tous les comptes cruciaux », « les délits économiques majeurs », la continuation des « grands trafics, notamment de devises et de diamants », « les plus grandes dilapidations de fonds publics et de l’aide internationale, les détournements dans les banques et les entreprises publiques, ainsi que ceux, massifs, de marchandises », « la généralisation de la corruption »³⁶. Tel est le régime dont M. Gaydamak est l’un des hommes d’affaires privilégiés.

Le journaliste Pedro Rosa Mendes, du très respecté quotidien portugais *Publico*³⁷ a dressé début 2000 un tableau pénétrant de l’évolution de ce système – attaqué en diffamation, on le comprendra, par Eduardo Dos Santos. Nos lecteurs le liront avec la prudence nécessaire :

« José Eduardo dos Santos est au centre d’un réseau international d’affaires qui lie le sommet de la hiérarchie angolaise à des entreprises et personnalités suspectées de relations avec le pouvoir parallèle russe et à des institutions qui sont sous investigation dans le cadre du “Kremlingate”. Armes, pétrole et diamants constituent le terrain privilégié des intérêts étrangers en Angola, mais les tentacules émanant du Futungo de Belas (siège de la Présidence et du gouvernement) s’étendent à d’autres secteurs très rentables. Un des meilleurs exemples est la société **CADA**, actuel fournisseur des Forces armées angolaises, qui lie le président de l’Angola à des partenaires au Brésil, en France, en Slovaquie et en Russie.

L’Angola - à travers les contrats de l’entreprise publique **Simportex**³⁸, qui impliquent le sommet de ses structures gouvernementales, financières et militaires - a payé à l’entrepreneur franco-russe Arkadi Gaidamak 135 millions de dollars en sus de ce qu’il devait recevoir pour une livraison de matériel militaire. Ce montant, versé en équivalent pétrole, a été transféré par la [société pétrolière nationale] **Sonangol** sans justification économique, puisqu’il s’agissait de la fourniture d’armements, ni justification formelle, puisqu’il s’est effectué hors cadre budgétaire. Il a été payé fin 1996, selon des documents auxquels *Publico* a eu accès. L’affaire a été bouclée par un ensemble d’institutions bancaires presque toutes européennes (France, Suisse, Allemagne, Autriche,...) sous le leadership de la banque Paribas - une des banques que Luanda a utilisées de façon de plus en plus fréquente pour ses transactions et emprunts ces dernières années.

Les documents consultés par *Publico* ne confirment pas seulement un élément-clé du processus angolais : le gouvernement, y compris après la signature des accords de Lusaka (la paix a été signée en novembre 1994) a continué à investir par centaines de millions en “matériel légal”, à une période où l’option politique officielle était la reconstruction du pays. Mais les documents de *Publico* prouvent aussi qu’à partir de 1996 au moins, l’Angola a pu effectuer des transferts nets à l’étranger en direction de personnalités très proches du président José Eduardo dos Santos, tel que Gaidamak.

Selon une source de *Publico*, qui suit de près les affaires de Futungo de Belas, le paiement à Arkadi Gaidamak “indique une novation des relations” entre l’Angola et quelques-uns de ses mystérieux partenaires : le transfert de fonds s’effectue de l’intérieur vers l’extérieur, au travers de très nombreux réseaux financiers qui facilitent par exemple l’achat d’armes ; le paiement à Gaidamak indique un transfert nouveau en sens inverse [...]. L’Angola n’est plus seulement un endroit pour des affaires rentables ; Luanda fonctionne aussi comme un “pipe-line” pour des sommes élevées qui pourront passer par Gaidamak, mais continueront plus loin vers les secteurs obscurs de l’ex-URSS.

Arkadi Gaidamak et son associé français Pierre Falcone ont assuré, depuis 1993, la fourniture d’armements (ou “matériel légal”) aux Forces armées angolaises. Un commerce juteux : depuis lors, les FAA sont passées par un processus de modernisation et se sont équipées pour deux guerres civiles (la dernière en date n’est toujours pas terminée). Interrogés sur la relation privilégiée de l’Angola avec Gaidamak et Falcone, les responsables angolais se justifient en privé, au sein des circuits diplomatiques internationaux, en faisant remarquer que les deux associés ont avancé à Luanda les moyens financiers pour réaliser des achats d’armes. Cela, toutefois, n’explique pas le paiement de 135 millions de dollars.

La capacité financière de Gaidamak, d’un autre côté, n’avait rien à voir avec son succès en tant qu’homme d’affaires. Arkadi Gaidamak a été pendant 5 ans débiteur de **Menatep**, la banque où il a pu obtenir plusieurs millions de dollars pour des investissements - pour la fourniture d’armes à l’Angola, par exemple. Menatep, qui a exporté vers l’Occident des capitaux de la nomenklatura de Moscou (et a fait faillite lors de la crise de 1998), est à l’origine de l’investigation pour détournement de fonds appelée “Kremlingate”.

Il ne serait pas surprenant, selon les sources de *Publico*, que le paiement des 135 millions de dollars à Gaidamak ait été effectué à travers un compte ouvert par la Sonangol à la **Bank of New York** - institution suspectée de relation avec le blanchiment d’argent et qui depuis l’année dernière attire l’attention de l’enquête internationale sur le scandale du “Kremlingate”.

Pedro Rosa Mendes, que nous avons contacté, ne peut faire connaître les sources en question, qui craignent pour leur sécurité. Il entame ensuite un portrait d’Arkadi Gaydamak. Nous lui en laissons la responsabilité, puisqu’il invoque, entre autres, le point de vue de certains services secrets français – qui vaut ce qu’il vaut :

« Gaidamak est né en ex-URSS et venu dans les années 70 en Occident - « intéressé par ses relations avec le KGB », selon une source. Il a travaillé comme traducteur à l’ambassade soviétique à Paris. Sa « force est d’avoir prévu avant les autres le passage de la Russie au capitalisme », comme le cite en 1996 le périodique français *L’Événement du Jeudi*. Doté de relations privilégiées dans l’ex-bloc de l’Est, il s’est lancé avec succès dans le monde des affaires, d’abord dans le secteur agroalimentaire et les transports, avec la société Vantana. Parmi ses clients, la compagnie d’aluminium **Trans World Metal**, des frères **Tchiorni** (qui ont quitté la Russie pour Israël à la même période que Gaidamak).

Cette dernière entreprise est un des liens de Gaidamak avec un des plus influents oligarques de Russie, **Boris Berezovski**, un proche de la famille Eltsine et habituellement appelé “l’homme du chaos” russe, de Moscou au Caucase. Arkadi Gaidamak est aussi lié, personnellement et professionnellement, à deux figures emblématiques que les services secrets français estiment être en relation avec le sommet de la mafia russe en Europe : le Russe **Gorchkov** et l’Ouzbek **Aljiman Tokhtakhunov**.

Arkadi Gaidamak n’est pas qu’un simple vendeur d’armes à l’Angola à travers de la **ZTS-Osos**, entreprise slovaque dirigée par Pierre Falcone - les deux hommes ont signé divers contrats de fourniture de matériel militaire à Luanda. *Publico* a confirmé que l’entrepreneur franco-russe, qui a la double nationalité française et israélienne, a acheté la dette de l’Angola à la Russie en 1998. Payant seulement 16 pour cent de la valeur nominale, 7 milliards de dollars, Gaidamak s’est substitué à Moscou en tant que détenteur de l’un des plus gros crédits concernant Luanda (l’autre grande dette de l’Angola est vis-à-vis du Portugal, mais elle est bien inférieure, de l’ordre de 1,5 milliards de dollars).

Cette négociation « a eu la bénédiction du Kremlin », selon une source diplomatique russe. Dans le contrat de “remise” de la dette était prévue, en contrepartie, la construction en Angola d’usines d’armement - « à cette période, estimait-on à Paris, l’Angola avait vocation à devenir un fabricant de munitions », commente une source gouvernementale angolaise.

La relation privilégiée de Gaidamak et Falcone auprès de la présidence angolaise permet de donner sens aussi à une autre innovation du contexte angolais : l’entrée de sociétés inconnues et liées au trafic d’armes dans l’offshore de l’Angola, au côté de compagnies pétrolières internationales exploitant les blocs en eaux ultra-profondes. Le gouvernement angolais avait déjà mis ses diamants dans des mains russes, par un contrat d’exclusivité signé entre la société **Endiama** et un citoyen russe émigré en Israël, **Leviev**. Maintenant, l’Est arrive dans le monde du pétrole angolais, avec des concessions qui prétendent remédier à l’énorme manque de liquidités de Luanda

En décembre, le rapport de l’organisation britannique *Global Witness* sur le pétrole et la corruption posait la question de la présence d’entreprises comme Prodev et Falcon Oil dans les blocs concédés en 1999. *Publico* confirme que les nouveaux opérateurs ont été guidés

36. La Fondation Eduardo dos Santos, in *Politique africaine* n° 73, 03/1999, p. 83-88.

37. Pedro Rosa Mendes, avec José Milhazes, *Ligações perigosas de Luanda à Rússia e ao “Kremlingate”* (Liaisons dangereuses de Luanda à la Russie et au “Kremlingate”), in *Publico* du 14/01/2000.

38. Anciennement Ematec.

par la main présidentielle angolaise, qui les a "introduits comme un fait accompli" ».

Des flux considérables (pétrole, armes, dettes) ont été brassés entre la Bank of New York et les eaux profondes de l'offshore angolais. Elf et les réseaux français sont aux premières loges, au mieux avec le président Dos Santos et les dirigeants de Luanda.

Leur créativité financière a été déterminante, tandis que le jeu français en Angola conservait une duplicité avouée. Au moins jusqu'à la mort de Hassan II, le Maroc fournissait un appui considérable à l'Unita. Le Burkina de Compaoré est un havre pour les recrues de Savimbi, pour sa famille et ses affaires. Le Togo d'Eyadema est plus qu'hospitalier. Or Jacques Chirac était ou est très proche de ces trois chefs d'État. Paris « tente de parvenir à un équilibre entre ses alliés historiques au sein de l'Unita et ses intérêts pétroliers à Luanda³⁹ », écrit *Africa Confidential* durant l'été 1999. Au même moment, **Elf** et **Total** étaient en pleine bataille boursière. « Des émissaires des deux compagnies sont allés, preuves à l'appui, raconter au président angolais Eduardo Dos Santos que "l'autre camp" avait des contacts coupables avec la rébellion de **Jonas Savimbi**...⁴⁰ ».

Cela n'a pas empêché **Jacques Chirac** de se rendre à Luanda en juillet 1998, y féliciter l'armée angolaise d'avoir envahi le Congo-Brazzaville. Au passage, il décroche pour les groupes Bouygues et Lyonnaise des Eaux une partie du marché d'équipement du gisement sous-marin Girassol, d'un coût total de plus de 10 milliards de francs. Puisqu'il convient de mélanger la guerre, la politique et les affaires, l'ancien responsable des services économiques de l'ambassade de France à Luanda, **Alain Pfeiffer**, est promu directeur Afrique à Paribas⁴¹.

Le peuple angolais, l'un des plus misérables et maltraités de la planète, n'a que le sang et les armes. Plus une dette exponentielle. Les budgets sont de pures fictions. « La situation économique du pays est de plus en plus désespérée⁴² ». Le régime pratique la fuite en avant par l'émission effrénée de papier monnaie, par la guerre civile et la guerre extérieure. Selon l'ancien président congolais Pascal Lissouba, Jonas Savimbi lui aurait expliqué « *qu'il avait compris petit à petit qu'il ne terminerai jamais cette guerre car on aidait les Angolais à s'entre-tuer*⁴³ ». Un trop bref moment de lucidité.

2- Pierre Falcone, Gaydamak et Cie.

Pierre Falcone est le fils d'un vieil ami d'**Étienne Leandri**. Cet intermédiaire de haut vol, proche de **Pierre-Philippe et Charles Pasqua**, ainsi que de **Jean-Charles Marchiani**, était un personnage central des affaires d'armes et de corruption en France. Il gardait un œil attentif sur la **Sofremi**, une officine parapublique de vente d'armes et d'équipements, sise rue de Messine et dépendant du ministère français de l'Intérieur.

Dans les années 80, les Falcone père et fils, tous deux prénommés Pierre, représentaient la Sofremi en Amérique latine (notamment l'Argentine, l'Équateur et la Colombie)⁴⁴. Ils sont Franco-Brésiliens. Mais Pierre Falcone Junior se sent aussi en mesure de mobiliser des capitaux équatoriens et colombiens⁴⁵.

En 1993, via Charles Pasqua, Étienne Leandri a fait nommer deux proches à la tête de la discrète Sofremi : **Bernard Dubois** et **Bernard Poussier** (mis en examen en décembre 2000). Plus le jeune Falcone à titre de conseiller.

« Avec Marchiani, Pierre Falcone a contribué à la conclusion d'un accord franco-angolais de sécurité et de police conclu, avec l'aval de la présidence de la République française, après le retour de Pasqua au ministère de l'Intérieur, en mars 1993. Négocié sur place par Marchiani, il comprenait notamment un volet "technique" géré par la Société française d'exportation de matériels, systèmes et services (Sofremi) relevant du ministère de l'Intérieur. [...] À l'époque, son conseiller pour les affaires angolaises n'est autre que Pierre Falcone qui, avec son partenaire Gaidamak, va veiller à la livraison d'armes. L'accord passé entre les sociétés angolaises et françaises stipulait alors que les armes en question ne devaient pas transiter par la France, que les exportations devaient être en règle et enfin que les sociétés d'exportation mises à contribution ne devaient pas avoir leur siège en France⁴⁶ ».

Il n'était pas interdit, par contre, de "dégager" de belles marges en fourguant des matériels de fin de série ou d'occasion. Falcone a bien appris la leçon. Ayant déniché en Italie du matériel de communication soldé, il l'aurait revendu pour 300 millions de francs à l'Angola, via la Sofremi. Trois fois le prix. 50 % de commissions⁴⁷.

Peut-on faire des affaires en Angola sans négocier du pétrole ? Falcone a établi à Panama une holding pétrolière, **Falcon Oil & Gas**. Avec les 10 % obtenus dans le bloc 33, ce pétrolier d'occasion s'est mis à jouer dans la cour des grands⁴⁸.

Falcone codirige aussi la société angolaise **Simportex**, qui avait le quasi-monopole de la nourriture et de l'habillement des Forces armées angolaises (FAA)⁴⁹. Simportex est étroitement liée au principal acheteur d'armes des FAA, le général Manuel Helda Vieira Dias, alias **Kopelipa**.

En 1997, Simportex et Kopelipa ont acheté en Europe de l'Est pour quelque 3 milliards de francs d'armes, munitions et fournitures diverses. Heureux courtiers : Pierre Falcone et Arcadi Gaydamak (ce qui conduit le fisc français à leur réclamer plusieurs centaines de millions de francs⁵⁰). Ingénierie financière : **Glencore** et **Paribas**. Cette société suisse et cette banque française sont au cœur d'un système de prêts gagés sur le pétrole futur de l'Angola. On peut bien appeler cela une pompe à fric, vu les usages de ces prêts, et leur taux élevé. L'ancien "Monsieur Angola" de Paribas, **Jean-Didier Maille**, est devenu le directeur financier de Glencore. Après la chute du mur de Berlin, celle-ci a gagné des milliards de francs suisses sur le pétrole de l'ex-URSS, en association avec **Menatep**, la banque russe au cœur du "Kremlingate". Glencore a transféré son expertise en Angola, au service de l'équipe Falcone⁵¹.

En septembre 1999, cette sympathique prospérité a été troublée par une alerte rouge. Dix ans plus tôt, les USA avaient battu l'URSS par jet de l'éponge. Depuis, la mafia tenait le haut du pavé dans une Russie exténuée - qu'il fallait quand même aider.

39. Congo-Brazzaville : *Négociations secrètes*, Éd. française, 12/07/1999. Le député européen Yves Verwaerde, du Parti républicain, était appointé par Alfred Sirven pour garder le contact avec l'Unita.

40. *Total/Elf, guerre de l'ombre*, in LdC du 02/09/1999.

41. Cf. *La Société Générale hérite du réseau angolais de Paribas*, LdC, 18/02/1999.

42. *Angola : Le pétrole et la guerre*, in ACf, 17/05/1999.

43. Audition, *Pétrole et éthique*, t. I, p. 148.

44. Cf. *Angola. Brenco Trading France de Pierre Falcone, actionnaire de la BAI et Chirac en visite à Luanda ?*, in LdC des 09/01/1997 et 29/01/1998.

45. Cf. *Angola. L'équipe franco-russe*, in LdC du 03/07/1997.

46. Jean Chichizola, *Les ramifications de l'affaire Falcone*, in *Le Figaro*, 11/12/2000.

47. Cf. Nicolas Beau, *Chevènement veut nettoyer sa vitrine à l'export*, in *Le Canard enchaîné* du 01/10/1997.

48. D'après *Angola : Le pétrole et la guerre*, in *Africa Confidential*, édition française (ACf), 17/05/1999.

49. Jusqu'à ce qu'elle soit supplantée par la CADA du président dos Santos (Global Witness, rapport cité).

50. Cf. Laurent Valdigué, *Pasqua rattrapé par l'affaire Falcone*, *Le Parisien*, 04/12/2000.

51. Cf. *Angola : Une affaire "franco-russe" ?*, in LdC du 30/09/1999.

D'un coup, la réalité est revenue en boomerang : la mafia captait l'essentiel des prêts du FMI, elle a "recyclé" 10 milliards de dollars d'aide internationale, elle s'est même permis, avec cet argent, de circonvenir l'une des plus vieilles banques américaines. Nombre de dirigeants occidentaux se laissent volontiers corrompre, avec leurs amis du Sud, par les facilités paradisiaques des îles Vierges ou Caïman. Mais ils découvrent qu'à ce jeu-là - la loi de la jungle -, la mafia russe est aussi imbattable que ses compatriotes aux échecs.

Les Américains et le FMI s'agitent. Ils ne sont pas les seuls. Le 30 septembre 1999, *La Lettre du Continent* publiait un éditorial *Angola : Une affaire "franco-russe" ?*, où elle signalait d'autres gens soucieux. Arcadi Gaydamak en a fait condamner certains termes. Mais pas d'autres :

« Depuis que l'affaire du "Kremlingate" a éclaté à Moscou, on dort mal au Palais de Futungo, à Luanda, et on s'inquiète à Paris chez les initiés du village franco-angolais. [...] Une réunion informelle sur ce dossier s'est même tenue à l'Élysée [...] entre des militaires de haut rang, des responsables des services de renseignement et des diplomates. La lancinante question était de savoir si la France ne risquait pas, un jour, d'être impliquée dans une extension du "Kremlingate" en Angola. [...]

À l'origine de ce malaise, on trouve l'équipe franco-russe constituée dans les années 80 entre Arcadi Gaidamak, très actif dans le complexe militaro-financier russe [...], et l'homme d'affaires français Pierre J. Falcone, président de **Brenco** [...]. Les deux hommes sont devenus les piliers incontournables des relations franco-angolaises [...]. Le vrai patron de l'équipe est [...] Arcadi Gaidamak [...], ancien émigré russe en Israël, naturalisé français en 1975 sur l'intervention de **Robert Pandraud** [...].

Plusieurs grands groupes angolais ont leurs comptes à la Bank of New York qui est accusée par le FBI d'avoir "recyclé" 10 milliards \$ d'argent russe. [...] Des sociétés liées à Menatep ont aussi opéré dans les circuits de financement du pétrole angolais ».

Résumons : Glencore a gagné des milliards sur le pétrole russe, de concert avec les héritiers de la nomenklatura soviétique, ce qui a creusé d'autant la faillite financière de la Russie. Ce même groupe d'héritiers sans scrupules a aussi bradé l'arsenal de l'Armée rouge, les stocks stratégiques d'aluminium, d'engrais⁵², etc. (avec des profits astronomiques⁵³), ainsi que les créances du pays⁵⁴, et dix milliards de dollars du FMI. Une part de ces flux (pétrole, armes, dettes) ont pu être brassés entre la **Bank of New York** et les recettes du pétrole angolais, grâce à la gestion parfaitement occulte du régime de Luanda. Pierre Falcone est constamment en affaires avec Glencore et Paribas - entre lesquels Jean-Didier Maille a fait la navette.

À propos de **Paribas**. Dans un rapport confidentiel envoyé à son ministère, le 26 novembre 1996, l'ambassadeur de Belgique au Luxembourg explique qu'existe au Grand-duché « un circuit dans lequel de "l'argent criminel" est blanchi ». Il passe par la **Banque Continentale du Luxembourg (BCL)**, ou "Conti". Celle-ci a appartenu conjointement à Paribas et au groupe Auchi de 1982 à octobre 1994. À cette date, Paribas a repris les parts de son associé, avant de céder le sulfureux établissement en 1996 à une consœur flamande, la **Kredietbank (KB)**⁵⁵. Selon la note diplomatique belge, « des analystes financiers au Luxembourg ont l'impression que, via la "Continental", de grandes banques telles que la [...] KB, Paribas, **Suez**,... profitent chacune à leur tour de ce circuit noir ».

Longtemps copropriétaire de la "Conti", **Nadhmi Auchi** en était aussi l'ingénieur financier. Ce multimilliardaire irako-britannique partageait avec **Pierre-Philippe Pasqua** un grand ami commun : **Étienne Leandri**⁵⁶, décédé en 1995. Le trio représentait un capital exceptionnel d'expérience dans les ventes d'armes et leur financement. Auchi a « fait fortune dans le commerce des armes pendant la guerre Iran-Irak, explique un businessman moyen-oriental installé à Paris. *Les contrats transitaient par la société Tradinco, rebaptisée plus tard Concepts in Communication* ». Il avait commencé de s'enrichir en construisant des pipelines dans son pays natal, l'Irak, avec une filiale d'Elf. Puis c'est devenu un acrobate de la finance, un précurseur de la connexion entre paradis fiscaux. « Ses sociétés sont domiciliées au Luxembourg et à Panama, ce qui soulage considérablement les démarches administratives...⁵⁷ », mais ne l'aide pas à démentir les accusations de blanchiment dont il est régulièrement l'objet. Dans une de ses sociétés luxembourgeoises, la **Pan African Invest**, Auchi domicilie une filiale d'Elf. Il en est devenu le cinquième actionnaire de la compagnie pétrolière, avec 1 % des parts.

Le rapport de l'ambassadeur belge a suscité une enquête de l'hebdomadaire bruxellois *Le Soir Illustré*⁵⁸ :

« Sous "l'ère Auchi", la Banque continentale du Luxembourg a accueilli les comptes en banque de dictateurs notoires : **Saddam Hussein**, **Bokassa**, **Houphouët-Boigny**, **Bourguiba**, **Kadhafi** et l'inévitable **Mobutu**. [...] Plusieurs holdings de droit luxembourgeois auraient été créés par un de ses hommes de confiance [...] **Jean-Pierre Bemba**, le fils du patron des patrons zairois : **Saolona Bemba** [aujourd'hui ministre de Kabila]. [...] La tristement célèbre Radio Mille Collines [...] était financée par des capitaux provenant des comptes ouverts auprès de la Banque Continentale du Luxembourg qui possède, soit dit en passant, des filiales au Zaïre et au Rwanda. [...] La Conti semble donc être le passage obligé, depuis une quinzaine d'années, d'opérations de blanchiment à l'échelle internationale ».

Auchi est un relais considérable des réseaux franc-africains. Paribas est fortement engagée dans leurs acrobaties financières. Elle a le chic de surendetter les pays en guerre civile, comme le Congo-Brazzaville ou l'Angola, où le mélange armes-pétrole domine les flux financiers. Jusqu'à son absorption en 1999 par la BNP, son actionnaire de référence était... Nadhmi Auchi, avec 7,1 % du capital. La BCL donc, filiale de Paribas et de la nébuleuse Auchi, a été mêlée aux épisodes les plus sombres de la région des Grands Lacs, avec une forte clientèle mobutiste.

Revenons à Pierre Falcone. Par-delà la Sofremi, il est surtout le dirigeant du groupe **Brenco International**. Une société « très proche de M. **Jean-Charles Marchiani**⁵⁹ », le négociateur tout-terrain de **Charles Pasqua**. Sa filiale Brenco-France est installée 64 avenue Kléber, Paris 16^e, dans des locaux somptueux. Grâce à ses « appuis au sein de la **DST** ou dans des groupes comme **Thomson**, le **Giat** ou la **Compagnie des Signaux** », Falcone était « devenu, depuis Paris, le chef d'orchestre incontestable » des ventes d'armes à l'Angola⁶⁰. Via Brenco, ou la société de droit slovaque **ZTS-Osos**, « dont Brenco pourrait n'être qu'une

52. Arcadi Gaydamak « se présente aujourd'hui comme "le numéro un mondial de l'engrais" ». Cité par Hervé Gattegno, *De Londres Arcadi Gaydamak défie les juges français*, in *Le Monde* du 09/12/2000.

53. Vitaly Chlykov, ancien officier de l'état-major, estime qu'« en tout, ce pillage a spolié le pays d'environ 300 à 400 milliards de dollars ». Cité par Sylvaine Pasquier, *Le tsar pervers et corrompu*, in *L'Express* du 23/09/1999.

54. En 1997, Falcone a obtenu de la Russie qu'elle divise par quatre ses 6 (ou 7) milliards de dollars de créances sur l'Angola (cf. *Un homme bien sous toutes latitudes*, in *Le Canard enchaîné* du 01/10/1997). L'État russe s'est retrouvé ainsi le plus mal servi dans le partage du pactole pétrolier angolais, au bénéfice des dirigeants de Luanda, des compagnies pétrolières occidentales, de divers intermédiaires... et des réseaux russes impliqués dans ce vaste marchandage.

55. Devenue KBC suite à une fusion avec *Cera Bank* et l'assureur **ABB**.

56. Sur ces liens d'amitié, cf. Julien Caumer, *Les requins*, Flammarion, 1999.

57. Ibidem, p. 241 et 127.

58. Jean-Frédéric Delière et Philippe Brewaeys, *Cocktail explosif autour de la KB et Paribas*, 02/03/1999.

59. Francis Christophe, *Total : les dessous du chevalier blanc du pétrole*, in *Goliath Magazine*, 09/1999, p. 35.

60. N. Beau, *Du beau monde sur la piste angolaise*, *Le Canard enchaîné*, 06/12/2000.

“excroissance” française⁶¹ : « les juges ont découvert effectivement des versements sur son compte [ZTS-Osos] dans une agence parisienne de **Paribas**, et une impressionnante série de marchés d’armes (chars, bazookas, missiles, orgues de Staline) avec l’Angola⁶² ».

« En septembre dernier [2000], les juges avaient mené de discrètes perquisitions dans les superbes appartements de Falcone, avenue Montaigne et avenue Kléber. [...] Les logiciels de ses principaux collaborateurs (eux aussi incarcérés) livrèrent des comptes rendus fort instructifs de réunions, dont certaines tenues en présence du président angolais **Dos Santos**. Il y était question de ventes d’armes pour la bagatelle de quelques centaines de millions de dollars, de mouvements de fonds associés au nom de Marchiani et plus généralement de bienveillance pour **Pasqua** et ses amis⁶³ ».

Pierre Falcone a été aussi l’intermédiaire dans une exportation illégale de matériels d’interception de sécurité par la société **Communication & Systèmes** (CS, ex-Compagnie des Signaux), « ayant donné lieu à 7 millions de dollars de commissions occultes. Ces matériels, officiellement destinés à l’Angola, auraient été finalement livrés à la Yougoslavie, fin 1999⁶⁴ ». Le juge Marc Brisset-Foucault enquête sur cette affaire. En perquisitionnant le 9 mai 2000 au siège de CS, il ne pensait pas déclencher un tel hurvari.

C’est que CS est une firme spéciale, où ont “pantouflé” d’anciens hauts responsables de la **DST** (l’ancien n° 2 **Raymond Nart** et son adjoint **Jacky Debain**), ainsi qu’un brillant stratège du Secrétariat général de la Défense nationale, le général **Claude Mouton**. Sous la houlette d’un ancien du groupe Bolloré, **Yazid Sabeg**.

La réexportation vers la Serbie d’une partie des matériels d’écoute ultra-perfectionnés livrés au régime angolais n’a rien d’in vraisemblable. On est très philoserbe chez les anciens de la DST, comme dans le réseau Pasqua.

Cette DST et ce réseau-là ne doivent pas avoir que des amis. Dès « le 12 décembre 1996, une centaine de policiers ont perquisitionné simultanément tous les locaux professionnels et privés de Falcone et Gaydamak à Paris, ainsi qu’à la banque **Paribas** (où étaient ouverts les comptes de **ZTS-Otzos**, contrôlée par le Russe)⁶⁵ ». Lors de ces perquisitions, « selon certains, des documents et des bandes magnétiques “génantes pour certains hommes politiques français” ont été saisis⁶⁶ ». Il faudra attendre près de quatre ans et une nouvelle perquisition pour que ces noms-là ressortent...

Une semaine plus tôt, le 5 décembre 1996, *L’Événement du Jeudi* avait publié la photocopie d’un contrat de fourniture de matériel militaire russe d’un montant de 47 151 550 dollars, signé par Falcone avec le cachet de ZTS-Osos. De quoi équiper une division motorisée de 8 000 combattants, à vocation offensive (alors qu’en principe le gouvernement angolais appliquait l’accord de paix de Lusaka, avec la rébellion Unita) :

« Voilà deux mois, l’*EdJ* (n° 622) a raconté dans quelles circonstances Falcone, associé à un ressortissant russe naturalisé français, Arkady Gaydamac, avait vendu des milliers de camions russes à l’Angola - les mêmes que ceux qui équipent l’armée russe. Nous avons déjà évoqué dans l’article l’existence du contrat d’armement entre la Russie et l’Angola.

Falcone et Gaydamac avaient juré le cœur sur la main n’être aucunement liés à ce marché, expliquant même que “*le commerce des armes les révoltait*”. Gaydamac, que plusieurs services français soupçonnent d’avoir des liens avec la mafia russe, reconnaissait simplement avoir mis les Angolais en rapport avec les bons interlocuteurs moscovites, “*mais à titre purement gracieux*”.

Le contrat que nous publions le prouve : ils ont menti. [...] [Jusqu’en 1993], la France [...] a continué de privilégier l’Unita. [...] [Puis Paris a résolu d’aider aussi] aussi discrètement Dos Santos sans que la France apparaisse officiellement. [...]

Cette assistance militaire clandestine, ce sont Gaydamac et Falcone qui la mettent en place. Le tandem était en service commandé. D’ailleurs, ils s’en cachent à peine : “*Il faut lire entre les lignes de ce contrat, tempête Falcone quand on le compare à un marchand d’armes. Nous sommes venus au secours d’un gouvernement légal, celui du président Dos Santos. La morale est dans notre camp*”. Plus rusé, Gaydamac affirme ne pas avoir connaissance du contrat d’armement signé par son associé. “*Mais si, d’aventure, il existe, souligne-t-il, vous remarquerez qu’il a permis de rétablir la paix. Cela seul compte*”. [...]

Hélas, la République est parfois ingrate avec ses serveurs de l’ombre. Le fisc français estime que Falcone et Gaydamac, résidents français, doivent acquitter des impôts sur les 47 millions versés par l’Angola⁶⁷ ».

Ce coup du fisc, comme la descente de police qui a suivi, montre que la République légaliste commençait d’affronter la “République souterraine” - celle qui, entre autres, gère les rentes pétrolières et les rétro-commissions sur contrats d’armement. « Falcone fut longtemps intouchable ». Mais « un Pasqua vous manque et tout est dépeuplé⁶⁸ ».

On est monté d’un cran deux ans plus tard, fin 1998 : selon *Le Canard enchaîné* du 23 décembre, Falcone « vient de se voir menacer par les douanes d’une amende de 1,5 milliard de francs à la suite d’un achat d’armes en République tchèque pour le compte de l’Angola⁶⁹ ». Ce qui donne un ordre de grandeur des transactions ainsi mises à l’amende...

Fin 2000, le tandem Falcone-Gaydamak est encore davantage “agressé”. Pierre Falcone est arrêté et incarcéré le 1^{er} décembre, après la secrétaire de Brenco, **Isabelle Delubac**, et son gérant **Jérôme Mulard**. **Bernard Poussier**, l’ex-directeur de la **Sofremi** conseillé par Falcone, est mis en examen et écroué le 16 décembre : le fisc a mis en évidence des « transferts de charges et de produits » entre Brenco et la Sofremi⁷⁰. Arcadi Gaydamak fait l’objet, le 6 décembre, d’un mandat d’arrêt international⁷¹. Il préfère se plaindre au *Monde* depuis Londres, avant de se réfugier en Israël :

61. Hervé Gattegno et Fabrice Lhomme, *Une enquête sur une société de vente d’armes vise des personnalités politiques*, in *Le Monde*, 09/12/2000. Cf. aussi Laurent Valdigué, *Pasqua rattrapé par l’affaire Falcone*, in *Le Parisien* du 04/12/2000. Hasard ? Le général Christian Quesnot, ancien chef d’état-major de François Mitterrand, et qui joua un rôle majeur dans l’engagement de la France au Rwanda, préside depuis 1998 une “Association pour le développement des relations franco-slovaques”. Selon Jean Chichizola (*Les ramifications de l’affaire Falcone*, in *Le Figaro* du 11/12/2000), ZTS-Osos associe en fait la firme d’armement slovaque ZTS à son homologue tchèque Osos Praha.

62. Laurent Valdigué, *Les “affaires” africaines d’Attali, de Pasqua et du fils Mitterrand*, in *Le Parisien* du 02/12/2000.

63. Nicolas Beau, *Du beau monde sur la piste angolaise*, in *Le Canard enchaîné* du 06/12/2000.

64. *Affaire Communication & Systèmes*, in *Notes du Réseau Voltaire* du 01/06/2000.

65. *Un homme bien sous toutes latitudes*, in *Le Canard enchaîné* du 01/10/1997.

66. Nicolas Beau, *Les douanes persécutent un honnête marchand d’armes*, in *Le Canard enchaîné* du 23/12/1998.

67. Serge Faubert, *Des marchands d’armes au service d’Elf*, in *L’Événement du Jeudi* du 05/12/1996.

68. Nicolas Beau, *Les douanes persécutent un honnête marchand d’armes*, in *Le Canard enchaîné* du 23/12/1998.

69. Idem.

70. Bernard Poussier aurait reconnu, entre autres « avoir perçu près de 1 million de francs en liquide de M. Falcone » (Fabrice Lhomme, *Une nouvelle mise en examen dans une enquête sur un trafic d’armes*, in *Le Monde* du 16/12/2000).

71. Cf. Hervé Gattegno et Fabrice Lhomme, *Une enquête sur une société de vente d’armes vise des personnalités politiques*, in *Le Monde* du 09/12/2000 ; Karl Laske, *Falcone et Cie, armes en tous genres*, in *Libération* du 13/12/2000.

« En France, gagner de l'argent trop vite est suspect. [...] Depuis des années, des dizaines de journaux m'ont présenté comme un trafiquant d'armes ou un mafieux. Je les ai tous fait condamner en diffamation par les tribunaux français. [...] La France devrait me traiter en héros et elle me traite en bandit⁷² ».

Cette fois, la menace de procès en diffamation n'arrête plus la presse. Et des noms sortent. « Les enquêteurs soupçonnent le parti de Charlie [**Pasqua**] d'avoir bénéficié de largesses indues venant des sociétés créées par Falcone et par son associé Arkadi Gaïdamak⁷³ ». Ils perquisitionnent le parti pasquaïen, le RPF et les bureaux du président du Conseil général des Hauts-de-Seine. **Jean-Christophe Mitterrand**, son ami **Jean-Noël Tassez** et **Jacques Attali** apparaissent eux aussi sur l'inventaire des commissions⁷⁴. Ils sont perquisitionnés les 30 novembre et 1^{er} décembre. Les réseaux de la gauche mitterrandienne en prennent donc aussi pour leur grade. Et Yves Thréard, dans *Le Figaro*⁷⁵, fait une découverte :

« Longtemps, les Français se sont demandés pourquoi François Mitterrand et Charles Pasqua entretenaient l'un pour l'autre une estime empreinte d'admiration. Quatre ans après la disparition du chef de l'État, l'actualité vient peut-être d'apporter une réponse. Et si le dénominateur commun était la face cachée des relations franco-africaines ? [...] »

Tous les personnages de ce nouveau feuilleton judiciaire sont bien connus du cercle de la "Françafrique", espèce de société secrète et informelle qui fit la pluie et le beau temps entre Paris et le continent noir jusqu'au milieu des années 90. [...] L'Afrique, "pompe à fric" des partis politiques français ? On peut le dire ».

À peine perçue, cette réalité serait dépassée, d'au moins cinq années. Comme le truquage des marchés publics...

La relance de l'enquête sur Falcone et Gaydamak se rapproche curieusement de l'affaire de la cassette de **Michel Méry**, avec son exposé posthume, explosif, des financements politiques occultes en Île-de-France. Falcone, Gaydamak et Méry ont le même avocat, **Allain Guilloux**. Il est soupçonné de « blanchiments de fonds entre la France et le Maroc⁷⁶ ». En perquisitionnant chez lui, les juges Courroye et Prévost-Desprez ont découvert « plusieurs dossiers concernant MM. Falcone et Gaydamak⁷⁷ ». « Guilloux avait monté des structures immobilières sophistiquées avec le duo Falcone-Gaidamak, via des paradis fiscaux. C'est ainsi que le Russe a racheté, grâce à une cascade de sociétés écrans, la vaste demeure du promoteur **Pellerin** dans le midi⁷⁸ » – aussi pharaonique que la faillite dudit Pellerin.

3 - Gaydamak, Menatep, la Russie et Israël.

Gaydamak est au mieux avec la nomenklatura qui a autorisé le *Kremlingate*. En 1994, alors qu'il cherchait encore à susciter la curiosité des médias, il a emmené la journaliste du *Nouvel Observateur* Natacha Tatu pour un voyage de découverte de "sa" Russie⁷⁹. En jet privé : « *Maintenant que j'ai goûté au jet privé, impossible de reprendre un avion de ligne* ». Il assure à la journaliste qu'il peut, sur un coup de fil, obtenir un rendez-vous avec le maire de Moscou **Iouri Loujkov**⁸⁰ ou le ministre des Finances. Il se dit sur le point de signer un énorme contrat avec des banquiers français. Il déclare brasser des milliers d'activités et les dollars par millions. Il se targue d'avoir été « *le premier au monde à obtenir des licences d'exportation des matières premières* » russes, et d'être devenu, à 42 ans, « *le plus gros propriétaire foncier de Moscou, l'un des principaux exportateurs de métaux non ferreux, le géant de l'importation de viande et de lait et le plus gros transporteur du pays* ». Soit un chiffre d'affaires mensuel de près de 100 millions de dollars. Pour une activité à objet variable, puisqu'il se présente aujourd'hui comme « *le numéro un mondial de l'engrais* ». Désormais, « il collectionne les milliards⁸¹ ». Une quinzaine d'années plus tôt, jeune immigré russe à Paris, Gaydamak n'était qu'un simple interprète-documentaliste-traducteur.

Comment s'enrichir aussi vite dans un pays en pleine décomposition juridique, dont le pétrole, les stocks d'armes et les finances sont largement passés sous la coupe des mafias post-communistes ? « *Nous avons bâti en quelques années des fortunes que d'autres ont mis des décennies à accumuler* ». « *Pour faire fortune, il suffisait d'acheter des dollars le lundi et de les revendre le vendredi* », explique-t-il à Natacha Tatu. En 1994, il crée un fonds de retraite, Dobriedelo, qui offre un taux d'intérêt de 17 % par jour... Tout cela n'est guère moral, alors que la population s'enfonçait dans la misère, et sans doute pas très légal : « *Il faut admettre les injustices économiques. Les plus forts profitent d'une législation qui est à leur avantage* »... puisqu'ils ont fait main basse sur l'État. Le FMI pouvait payer, le rouble fondait, les caisses publiques se vidaient.

Mais la spéculation monétaire n'a pas suffi. Gaydamak emmène la journaliste à un « rendez-vous dans une datcha retirée de Moscou. Un dîner confidentiel avec un jeune homme d'à peine 30 ans, numéro un du groupe Ménotep, une des toutes premières banques du pays. Ce grand ami de Gaydamak est aussi son premier créancier : "*Dans ce pays, je peux lever des millions de dollars pour financer mes projets. Aujourd'hui, je suis le Bernard Tapie de Ménotep. Sauf que moi, je rembourserai mes dettes*" ». Il aurait été imprudent d'annoncer le contraire. À l'époque, certes, peu de gens en Occident savaient que Ménotep était au cœur du système mafieux de pillage de la Russie. Gaydamak s'affichait comme un intime de son jeune patron, comme l'aventureux voltigeur de cette banque très spéciale, qui organisait déjà depuis plusieurs années la mise à sac du pays. Lui, Gaydamak, l'intermédiaire si informé du dessous des choses, pouvait-il ne pas savoir la nature des activités de son premier créancier ?

Selon Pedro Rosa Mendes, Gaydamak serait le point nodal d'un pipeline reliant l'Angola aux secteurs obscurs de l'ex-URSS, il serait en relation personnelle avec les très redoutables mafieux Gorchkov et Tokhtakhunov... Même si ce n'était pas exact, Gaydamak ne pourrait passer pour une oie blanche. Le Kremlin de Boris Eltsine était lui-même impliqué dans les gigantesques trafics et détournements de fonds de la Russie, via les **Berezovski**, **Bexhet Pacolli** et consorts. Selon le quotidien américain *USA Today* du 26 août 1999, citant des responsables américains, britanniques et russes, c'est au total 15 milliards de dollars qui auraient été détournés lors d'opérations complexes impliquant des proches de Boris Eltsine et une série de membres de ses gouvernements successifs (une douzaine).

Il est désormais admis que la haute finance moscovite est gangrenée – jusqu'au sommet de l'État. Richard L. Palmer, grand

72. Du 09/12/2000.

73. Nicolas Beau, *Du beau monde sur la piste angolaise*, in *Le Canard enchaîné* du 06/12/2000. Cf. aussi Laurent Valdiguié, *Les "affaires" africaines d'Attali, de Pasqua et du fils Mitterrand*, in *Le Parisien* du 02/12.

74. Cf. H. Gattegno et F. Lhomme, art. cité.

75. *Perquisitions chez Jacques Attali et Jean-Christophe Mitterrand*, 02/12/2000.

76. Laurent Valdiguié, art. cité, 02/12/2000.

77. H. Gattegno et F. Lhomme, art. cité. Cf. aussi Jean Chichizola, *Les ramifications de l'affaire Falcone*, in *Le Figaro* du 11/12/2000.

78. Nicolas Beau, art. cité, 06/12/2000.

79. Natacha Tatu, *Une journée avec un milliardaire russe*, in *Le Nouvel Observateur* du 20/10/1994.

80. « Dont la fortune, rapidement acquise, est estimée à 300 ou 400 millions de dollars ». Sylvaine Pasquier, *Le tsar pervers et corrompu*, in *L'Express* du 23/09/1999.

81. Hervé Gattegno, *De Londres, Arcadi Gaydamak défie les juges français*, in *Le Monde* du 09/12/2000.

spécialiste de la question, en a fait une démonstration implacable devant le Comité sur les services bancaires et financiers du Congrès américain⁸². La "bénédiction" accordée par le Kremlin à Gaydamak pour le rachat à vil prix de la colossale dette angolaise envers la Russie (quelque 35 milliards de FF) révèle un rang élevé dans la nomenclatura kleptocrate.

Gaydamak a fait condamner *La Lettre du Continent* au motif, entre autres, qu'elle n'avait pu démontrer ses liens avec Konstantin Kagalovsky, n° 2 de Menatep en 1994. Cette année-là, il banquettait avec le numéro 1 de Menatep, **Mikhail Khodorkovsky**. Fin 1996, quand il propose de racheter la dette angolaise vis-à-vis de la Russie pour 15 % de sa valeur (900 millions de dollars sur 6 milliards), c'est encore « la Menatep, la banque fétiche d'Arcady Gadamac [*sic*], qui se propose d'avancer l'argent et de "porter" la dette décotée angolaise en compensation de cargaisons de pétrole. Une bonne action qui rapporterait plus de 100 millions \$ à ses auteurs ».

Certes, c'est *La Lettre du Continent* qui l'écrit⁸³, et Gaydamak peut contester le qualificatif « fétiche ». Mais il n'a pas contesté l'article. Trois semaines plus tard, *Libération* précise :

« Arcadi Gaydamac a des liens étroits avec cette banque [*Menatep*] et détient 10 % du capital de la toute nouvelle Banque africaine d'investissement (BAI), inaugurée à Luanda le 12 novembre. La BAI, qui disposerait de succursales à Lisbonne et New York, associe des capitaux sud-africains et français, notamment **Paribas** et... **Pierre Falcone**⁸⁴ ».

En août 1999 éclate le "Kremlingate". Il s'avère que tous les comptes concernés par ce scandale ont été ouverts dans cinq banques new-yorkaises par la société **Benex Worldwide Ltd**, contrôlée par l'un des grands patrons de la mafia russe, l'Ukraino-Israélien **Semion Mogilevitch**. « La plupart des transactions sur les comptes de cette société (dûment répertoriées sur plus de 3 500 pages du FBI) sont sourcées auprès de [*Menatep*]. [...] Les enquêteurs pensent que la Menatep fut le "point d'origine principal de l'argent blanchi"⁸⁵. « Menatep aurait continué à fonctionner en sous-main en 1998 et transféré des fonds suspects [...] vers des compagnies offshore basées sur des territoires aussi lointains que les îles Vierges⁸⁶ » - où se trouve aussi le siège de la société **CADA**, contrôlée par la Présidence angolaise.

Mikhail Khodorkovsky et **Konstantin Kagalovsky** se sont tous deux reconvertis dans... le pétrole. Ils se sont retrouvés à la tête de la première compagnie pétrolière privée de Russie, Youkos⁸⁷, rebaptisée **Yuksi**. Yuksi est très intéressée par l'Angola, qu'elle a visité au printemps 1999. Cet Angola dont Gaydamak est une des clefs d'entrée...

La Russie vient d'être placée par le Gafi (le Groupe d'action financière créé par le G7), avec entre autres le Lichtenstein, les Bahamas et Israël, sur la liste noire des "paradis fiscaux" refusant toute coopération dans l'identification des centaines de milliards de dollars de l'argent du crime. Or Gaydamak a un autre branchement très liquide avec le régime angolais, l'écoulement des diamants par son ami russo-israélien **Lev Leviev**, lui-même très branché sur les vendeurs d'armes ukrainiens :

« Lev Leviev symbolise la montée en puissance de cette nébuleuse [*russo-israélienne dans le diamant*]. Originaire d'Ouzbékistan, émigré en Israël en 1971, ce juif ultrareligieux de 44 ans se présente comme un "homme d'affaires international et un philanthrope". À la tête de sa société LDD Diamonds, Leviev est devenu, en quelques années, le deuxième industriel israélien du diamant, avec un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de dollars. En 1996, cet allié des travaillistes a pris le contrôle du groupe Africa-Israël, un gros conglomérat aux activités variées (centres commerciaux, tourisme, construction industrie) qui a multiplié les investissements dans l'ancien empire soviétique. Président et grand mécène de la Fédération des communautés juives de l'ex-URSS, Leviev est protégé par les plus hautes autorités israéliennes. Et il s'active beaucoup comme président de la chambre de commerce russo-israélienne, cultivant d'étroites relations avec les oligarques de l'ex-URSS, notamment des marchands d'armes ukrainiens, capables d'équiper les armées angolaises.

En février dernier [2000], à la surprise générale, Lev Leviev a été choisi par le gouvernement de Luanda comme acheteur exclusif des diamants du pays. Négocié avec l'aide de diplomates de l'État hébreu, de proches du président **Dos Santos** et d'un homme d'affaires russo-israélien très introduit en Angola, Arkady Gaydamak, ce contrat providentiel de 1 milliard de dollars par an a été soufflé à la barbe de De Beers et du vieux diamantaire américain Maurice Tempelsman, protégé du Département d'État et ami intime des Clinton, naguère très en cours à Luanda.

Avec cette percée angolaise, Leviev accède au rang de véritable challenger mondial de De Beers. Il ne s'arrête pas là. Fin juillet, il acquiert un centre de taille et de polissage en Arménie, complétant ses usines russe, ukrainienne, indienne, chinoise, sud-africaine.... Et, ces derniers mois, Leviev multiplie les voyages à Moscou. Non seulement il souhaite développer les expéditions directes des pierres extraites des mines de Sakha (ex-Iakoutie) vers le centre israélien Ramat Gan, court-circuitant ainsi De Beers. Mais il rêve surtout de devenir le partenaire exclusif d'**Alrosa**, quand le contrat signé par le monopole russe avec De Beers arrivera à échéance, fin 2001. À la clef, le contrôle de 1,5 milliards de dollars d'exportations ! [...] "Ce n'est qu'une question de temps, nous aurons la Russie", murmure, sûr de lui, un associé de Leviev. "Si Alrosa signe son futur accord d'exportation avec Leviev plutôt qu'avec De Beers, ce sera une victoire déterminante pour le camp russo-israélien", estime Olivier Vallée⁸⁸ ».

Dans le *Financial Times* du 11 juin 2000, Judy Dempsey précisait que l'accord de Leviev avec le gouvernement angolais passait par une *joint-venture* entre eux, **Ascorp** (Angola Selling Corporation), et que Gaydamak avait « récemment, acquis 15 % d'Africa-Israël », le holding de Leviev.

« Il y a aussi un lien religieux. Gaydamak [...] est un juif charismatique [*born again*]. "Leviev a été fasciné par le parcours de Gaydamak", selon un ancien agent du Mossad. "Par son retour au judaïsme. Par son implication en Afrique. C'est une sorte de "portier" [gatekeeper] de l'Angola".

Leviev est un fidèle de Chabab Loubavitch, un mouvement ultra-orthodoxe qui vise à ramener les juifs à leur religion. "Il est extraordinaire", commente un responsable israélien. "À travers sa Fédération des communautés juives dans l'ancienne Union soviétique (FCJ), Leviev a distribué de l'argent aux nouvelles écoles juives, aux synagogues, aux camps d'été et aux soupes populaires. Il est en train de rebâtir les communautés juives". "Gaydamak a été fasciné par Leviev, par ce qu'il fait pour les juifs de Russie", poursuit l'ancien du Mossad.

L'influence de la FCJ de Leviev est si météorique qu'elle a réussi le mois dernier à faire élire son Grand Rabbin, Berl Lazar, Grand Rabbin de Russie. Un camouflet pour **Vladimir Goussinski**, propriétaire du puissant groupe Media Most. Leader du Congrès juif russe, rival de la FCJ, il soutenait son propre candidat.

"La FCJ a eu l'appui des oligarques", selon un responsable israélien. [...] "Les intérêts de Poutine et Leviev coïncident" ».

Peu de temps après, Goussinski était poursuivi par la justice russe, obligé de s'enfuir, arrêté au Portugal...

82. *Statement on the Infiltration of the Western Financial Systems by Elements of Russian Organized Crime*, 21/09/1999.

83. Angola. Opération "Dette russe" (II), 21/11/1996.

84. Stephen Smith, *Tripatouillages franco-russes pour armer l'Angola*, in *Libération* du 11/12/1996. L'implication de Menatep dans l'opération "Dette russe" de Gaydamak est confirmée par *Le Canard enchaîné* (*Un homme bien sous toutes latitudes*, 01/10/1997).

85. Fabrice Rousselot, *L'écheveau qui vaudrait 15 milliards*, in *Libération* du 31/08/1999.

86. F. Rousselot, *Le clan, le parrain, et les 15 milliards de dollars*, *Libération*, 27/08/1999.

87. Cf. Patrick Sabatier, *Zigzags bancaires de l'aide à la Russie*, in *Libération* du 24/08/1999.

88. Vincent Hugué et Vincent Nouzille, *Diamants. La guerre secrète*, in *L'Express* du 07/12/2000. Une enquête exceptionnelle.

Résumons. La Russie et Israël sont au top du classement mondial de l'opacité financière. Le diamant est l'un des principaux vecteurs des trafics illicites et du blanchiment d'argent. Le diamant angolais, le congolais (via **IDI Diamonds** de **Dan Gertl**), bientôt le russe vont passer sous la coupe d'une nébuleuse russo-israélienne, soutenue par les autorités de Tel Aviv et par Poutine. Au top de cette nébuleuse, on trouve des hommes comme Leviev et Gaydamak... Manifestement, cette vaste stratégie a le soutien d'une FrancAfrique pro-Gaydamak. Elle a aussi des ennemis, « *des gens qui m'en veulent pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la loi ni avec la vérité*⁸⁹ ». Pas tous...

Sirven alias Lapierre

Le 7 décembre 2000, *L'Express* publiait le fac-similé d'un vrai-faux passeport établi le 21 avril 1998 au nom de Robert Lapierre, document avec lequel Alfred Sirven franchissait les frontières. Déclenchée par ce scoop, une brève enquête policière permet d'établir que la pièce d'identité a été demandée par **Jean-Marie Lapierre**, 46 ans, fils de Robert, artisan fourreur, alors en train de mourir d'un cancer.

Le bonhomme apparaît aussitôt comme une caricature française. Issu de l'extrême-droite (le GUD, Groupe Union Défense, à la faculté de Paris Assas), il s'est engagé comme mercenaire, a longuement servi aux Comores sous les ordres de **Bob Denard**, et se retrouve responsable d'une entreprise de transport transitaire en douane, filiale du groupe **Bolloré**...

Jean-François Dupaquier a enquêté sur ce Monsieur si serviable⁹⁰, que Bob Denard, interrogé par *Le Monde* (12/12/2000), décrit comme « *un très bon élément* ». « Le fils du fourreur adepte des coups fourrés » habite une belle demeure dans le village d'Haravilliers (Val d'Oise). Cet homme affable « ne manque aucune manifestation municipale et s'entend bien avec tous. Un personnage qui n'a pas une carrure d'ancien boxeur, mais plutôt l'allure d'un homme d'affaires. Sauf quand il se confie. "*Il parle d'une façon un peu bizarre, reconnaît Marc Vignal, le maire d'Haravilliers. Quand il compare la race noire et la race blanche, en évoquant d'énormes différences. Ou quand il dit : Cette insécurité dont on se plaint, si on me laissait carte blanche, je réglerais ça en vitesse*" ».

C'est l'occasion de rappeler que la très grande majorité des mercenaires français sont recrutés dans le vivier de l'extrême-droite, tout spécialement au sein de la "garde présidentielle" de **Jean-Marie Le Pen**, le **DPS** (Département protection et sécurité)⁹¹. Bonjour les racistes dans les conflits ethnistes !

Depuis la dissidence de **Bruno Mégret**, le millier d'hommes du DPS s'est scindé en deux parties égales, avec la création du **DPA** (Département protection assistance) mégrétiste. De 1993 à 1999, le DPS a été dirigé par **Bernard Courcelle**, ancien (?) officier de la **DPSD** (Direction de la protection et de la sécurité de la Défense, i.e. la Sécurité militaire). La DPSD a en charge notamment le "contrôle" des activités de mercenariat et des trafics d'armes...

Bernard Courcelle a un parcours qui le situe au cœur du pouvoir : après avoir fondé une entreprise mercenaire, il a été chargé de la "sécurité" de l'entreprise Luchaire, en train de livrer clandestinement des armes à l'Iran, puis de Madame **Mitterrand** bis, Anne Pinget, conservatrice du musée d'Orsay (1989-93). Après Le Pen et le DPS, il est passé au Congo-B, où **Jacques Chirac** mène depuis trois ans une guerre secrète, et où prospère **Bolloré**. Courcelle y a dirigé brièvement la garde présidentielle de **Denis Sassou Nguesso**, avant de s'occuper de la sécurité du port pétrolier de Pointe Noire...

On peut rappeler aussi que, face au mouvement social de 1968, **Bob Denard** a proposé à **Jacques Foccart** de faire le ménage avec ses mercenaires...⁹²

Revenons à Jean-Marie Lapierre. Il a déclaré avoir établi le vrai-faux passeport à la demande d'un ami, un ancien du GUD qui fit le coup de feu au Liban, **Lionel Queudot**. Avec une gratification de 100 000 francs. Queudot est devenu gérant de fortune en Suisse, où il s'est établi, et où **Sirven** a séjourné. La justice suisse le soupçonne d'avoir, via une société fiduciaire, « géré une partie des fonds de Sirven et notamment d'avoir effectué des virements à Monaco⁹³ ». Cité dans l'affaire **Elf**, il a été entendu à ce sujet par le juge genevois Perraudin. Il dément fermement les allégations de son ami Lapierre...

Association Survie, 57 avenue du Maine, F75014-Paris - Directeur de la publication : François-Xavier Verschave - Imprimé par nos soins
Commission paritaire n° 76019 - Dépôt légal : Janvier 2001 - ISSN 1155-1666 - Abonnement: 100FF (Étranger: 130FF)
Tél. (33 ou 0)1 43 27 03 25 - Fax (33 ou 0)1 43 20 55 58 - survie@globenet.org - http://www.globenet.org/survie

89. De Londres, Arcadi Gaydamak défie les juges français, in *Le Monde* du 09/12/2000.

90. Affaire Elf/Sirven : la piste du fugitif passe par le Val d'Oise, in *L'Écho – Le régional* du 13/12/2000.

91. Cf. F.X. Verschave, *Noir silence*, Les Arènes, 2000, p. 324-327.

92. Cf. Pierre Péan, *L'Homme de l'ombre*, Fayard, 1990, p. 365-368.

93. Laurent Valdigué, "Je n'ai pas touché ce passeport", in *Le Parisien*, 12/12/2000.